

LES ÉLECTIONS DE 2006 ET L'ORDRE POST-TRANSITION AU KIVU : CHANGEMENTS ET CONTINUITÉS

par Bucyalimwe Mararo Stanislas

Abstract

On July 30 and October 29, 2006, presidential elections were held in the Democratic Republic of Congo (DRC). Joseph Kabila, the « candidate of the West », won the second round of elections and yet lost legitimacy. This can be explained by the fact that many Congolese did not find his election fair. This, along with the unsettled problems of the transition and the unending interference by big external interests, kept the DRC in a trap in many ways. This mainly explains the increasing squabbles and many risks of instability in the post-transition period. One therefore wonders how Joseph Kabila will be able to ease the tensions which surround his externally-assisted elections, manage the East-West cleavage, the Pandora box opened by the elections, and thus achieve what he failed to do during his five-year rule (January 2001-December 2006). To put an end to the order set up in Kivu by Rwanda and Uganda under the umbrellas of the AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaire) and the RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) is the biggest task facing the new government from day one of its inauguration and a good indicator of any form of its achievement or failure.

This paper tackles the electoral outcome and the prospects for peace and development from the perspective of the Kivu. First, it deals with different kinds of manoeuvre which surrounded the first and second round of elections. It then looks at the national and local post-electoral redistribution of powers. It ends with examining the nature of changes that the elections and, implicitly, the end of the 1+4 formula (a president and four vice-presidents) brought into the political, military and socioeconomic arenas. The conclusion is twofold. On the one hand, there is more continuity than there are changes: to use the well-known French formula, there is « *un changement dans la continuité* ». On the other hand, the DRC is, to date, still far from what the elections aimed at achieving.

1. INTRODUCTION

« North-Kivu is currently the stage in which national political and military antagonisms are being played out... As the DRC's transition unsteadily approaches its end, the political, economic and military stakes in North-Kivu are looming ever larger over the country's future. »¹

« On ne pardonne rien avant d'avoir établi les faits... Asservir la justice à des processus politiques, c'est la compromettre. Quand

¹ “North-Kivu: a strategic province marred by violence (2005-2007)”, IDMC, *DR Congo: returns outnumber new displacements in the East. A profile of the internal displacement situation*, 26 April 2007, p. 33. L'idée contenue dans cette citation était avancée antérieurement par Amnesty International qui, par contre, la formulait ainsi : « *Le Nord-Kivu est le terrain des luttes politiques et militaires nationales et régionales* », *République Démocratique du Congo. Nord-Kivu : les civils payent le prix des rivalités politiques, militaires et ethniques*, AFR 62/013/2005, Londres, le 28 septembre 2005.

on commence à dire la paix d'abord, la justice ensuite (en d'autres termes), la justice doit intervenir au bon moment, par définition, on l'instrumentalise. »²

Les premier et deuxième tours des élections ont été suivis par des violences d'une rare intensité dans la capitale Kinshasa. Ces violences auguraient un mauvais scénario qui n'a fait que se confirmer chaque semaine qui passait. La résurgence de ce qui peut être considéré comme cinq fronts de guerre, ouverte ou larvée, en est l'illustration. Le premier et le deuxième front ont été déclenchés respectivement le 25 juillet 2006 et le 26 janvier 2007 par Laurent Nkunda à la tête du CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple Tutsi) au Nord-Kivu, et par Patrick Masunzu³, Jules Mutebusi⁴, et autres Michel Rukunda et Venant Bisogo au Sud-Kivu qui sont « *réfractaires au brassage* »⁵. Le troisième front est celui du Bas-Congo où, derrière des querelles électorales consistant en la remise en cause de l'élection d'un candidat de l'AMP (Alliance pour la Majorité Présidentielle), Simon Mbatshi Batshia, comme gouverneur, le 27 janvier 2007 se profilent des enjeux politiques de dimension régionale : le mouvement Bundu Dia Kongo qui est aux prises avec le gouvernement de Kinshasa est une dynamique qui risque d'affecter dangereusement une vaste région qui s'étend sur trois pays, la RDC, le Congo-Brazzaville et l'Angola⁶. Le quatrième front est celui de Kahemba, un territoire de la province de Bandundu dans lequel 13 localités sont occupées par les troupes angolaises depuis le 16 février 2007. En sachant que cette invasion est intervenue dans la province dont le premier ministre, Antoine Gizenga, est originaire, on peut se demander si, au delà de la cause réelle⁷ ou supposée (contentieux frontalier)⁸ de l'invasion, celle-ci ne vise pas à miner au

² Propos de Louise Arbour, haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme et ancienne procureure du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) cité dans "La justice a ses raisons que la politique ne connaît pas", *Le Monde* du 7 février 2007.

³ Celui-ci avait refusé, comme Laurent Nkunda, de rejoindre son poste de commandant-adjoint de la région militaire du Kasai Occidental à Kananga à la fin de l'année 2003.

⁴ La particularité de son cas par rapport à celui des deux autres est qu'il avait été maintenu dans sa province du Sud-Kivu en tant que commandant adjoint de la 10^{ème} région militaire à Bukavu. Il a engagé une guerre infructueuse pour évincer son commandant, Alphonse Nabyolwa (DE FAILLY, D., *Les événements du 23-24 février 2004 à Bukavu et leurs suites*, Bukavu, le 6 mars 2004). Il trouva l'exil au Rwanda avant de rejoindre ses frères d'armes dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe.

⁵ "La RDC au quotidien", *Karibu*, n° 96, avril 2007, p. 5.

⁶ MUZALIA, G., *Le mouvement politico-religieux Bundu Dia Kongo : Cas de syncrétisme et de séparatisme au Bas-Congo en RD Congo*, Université de Gand (à paraître).

⁷ "RDC-Angola. Luanda occupe le territoire congolais: façon d'exiger le paiement des services rendus ? 12 mars 2007", *OBSAC*, vol.10, n° 1^{er} du 1^{er} janvier au 31 mars 2007, p. 1. Le Journal kinois *Forum des As* révèle que cette région regorge des richesses minières qui attireraient les Angolais, "L'occupation angolaise de treize localités congolaises à Kahemba crée des remous de révolte au Bandundu", *Digitalcongo.net* du 12 mars 2007.

⁸ "Occupation de Kahemba. Angola-RDC: crise frontalière", *Le Potentiel* du 13 mars 2007 ; DADEI, D., "Invasion de Kahemba, exclusivité avec Denis Kalume", *Le Soft International*, n° 900 du 19 mars 2007.

départ l'action de son gouvernement⁹. Le cinquième et dernier front est celui de la capitale nationale où le pouvoir est résolu à user de la force pour museler l'opposition¹⁰. Beaucoup d'observateurs estiment que l'éviction violente de Jean-Pierre Bemba au mois de mars 2007 est une étape décisive dans ce processus¹¹. A l'ombre de ces cinq fronts, des infiltrations militaires zambiennes et celles des bergers armés d'origine soudanaise ont lieu respectivement au Katanga (Kapingo depuis 2004 et une partie de Moba depuis récemment) et en province Orientale (Aru)¹² comme si tout est mis en marche le long des frontières de la RDC pour la dépecer une fois pour toute ; des groupes armés étrangers continuent à être très actifs dans le pays et la lutte engagée contre eux hier par le duo MONUC-FARDC et aujourd'hui par le duo FARDC-CNDP (autrement appelés brigades mixées) apparaît comme une diversion ; les Baluba se plaignent d'avoir été écartés délibérément de la gestion des affaires de l'Etat, le refus de l'AMP de présenter le Prof. Mabi Mulumba comme son candidat à la présidence du Sénat au profit de She Okitundu étant le dernier acte de frustration¹³ ; l'Ouest clame que les destins du pays sont uniquement entre les mains des gens de l'est ; et la population attend beaucoup du gouvernement Gizenga (investi le 24 février 2007) pour l'amélioration rapide de ses conditions de vie alors qu'il manque cruellement les moyens de ses actions : il a trouvé les caisses de l'Etat vides¹⁴ et le pays n'avait toujours pas de budget en mai 2007 ; les gouvernements provinciaux qui viennent à peine d'être investis n'ont pas encore voté leurs budgets et la rétrocession de 40% des recettes est déjà une pomme de discorde entre Kinshasa et les provinces¹⁵. Ce grand retard enregistré dans l'investiture des

⁹ KABWE, W., "Apostrophe. Kahemba, une épine", *Le Potentiel* n° 3977 du lundi 19 mars 2007 ; KIN-KIEY, M.T., "Jouer avec le feu", Editorial du *Soft International* n° 900 du 19 mars 2007.

¹⁰ MONSA, I.D.F., "Congo-Kinshasa : Rétrécissement de l'espace politique en RDC. Le Conseil de sécurité inquiet", *Le Potentiel* du 17 avril 2007.

¹¹ Avec son éviction, ses ambitions d'être le chef de l'opposition et de président du Sénat, soit la deuxième personnalité du pays, se sont définitivement évanouies. Au contraire, cette position est revenue au très controversé et mobutiste atypique, Kengo wa Dondo, qui vient d'être élu le 11 mai 2007 par les sénateurs dont la plupart avaient été élus aussi à coup d'argent et suite à des pressions des partis. Proche de l'Union pour la Nation et originaire de l'Equateur comme Jean-Pierre Bemba, Kengo wa Dondo préside le bureau du sénat avec un autre co-régionnaire, Mokolo wa Mpombo. Cette domination de la Chambre haute du parlement par deux anciens poids lourds du mobutisme signale-t-elle le retour des mobutistes ou lingalaphones au cœur du pouvoir ou l'émergence du contre-poids de l'Ouest au leadership de l'Est au sommet de l'Etat congolais ?

¹² "RDC : Le gouvernement toujours muet face à l'occupation du Katanga par la Zambie", *societecivile.cd* du 25 mai 2007 ; *Karibu*, n° 96, avril 2007, p. 6)

¹³ « L'opinion s'attendait à une meilleure représentativité du Centre qui ne dirige aucune institution de la République », "Elections au Sénat : La vérité, Kengo, les prémices des manoeuvres politiques", *Le Potentiel* du 14 mai 2007 ; « Pourquoi entretient-on une haine aussi viscérale vis-à-vis des Luba (Hubert Kabasubaho) », *La Prospérité* du 14 mai 2007.

¹⁴ CROS, M.F., "La transition a vidé les caisses de l'Etat", *La Libre Belgique* du 15 mars 2007.

¹⁵ MUSOMO, W. et al., "Déclaration commune des Assemblées provinciales de la République Démocratique du Congo, Matadi le 20 mai 2007", *La Prospérité* du 23 mai 2007 ; "Décentralisation et rétrocession des 40% : dialogue des sourds entre Kinshasa et les provinces", *Le Potentiel* du 6 juin 2007.

autorités provinciales nouvellement élues, ces premiers couacs qui entachent les relations entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux et le report des élections locales à l'année 2008 ne peuvent que porter préjudice à l'esprit de la décentralisation et au renforcement de la démocratie participative. C'est pourquoi, après trois mois d'exercice du pouvoir (février-mai 2007), le gouvernement Gizenga n'est pas encore allé au-delà de la politique des intentions¹⁶. Le premier ministre lui-même s'est retranché derrière le mûr du silence de sorte que d'aucuns se demandent s'il dirige réellement le pays. Dans ces conditions, la reconstruction de l'Etat (première priorité de la reconstruction post-conflit/RPC)¹⁷ dont le vrai test passe par la gestion saine et efficace du bourbier du Kivu qui est tributaire d'une triple pesanteur- nationale, régionale et internationale- s'annonce être un véritable casse-tête.

Ainsi, est-on amené à s'interroger sur la manière dont « *the game of the winner-loser relations* » (mots de Jean-Claude Willame)¹⁸ se sont joués au Kivu depuis le début de la transition jusqu'à six mois de l'après-élection, à dater de l'investiture de Joseph Kabila le 6 décembre 2006. Pour bien appréhender ces relations et évaluer les changements intervenus après la fin de la transition, nous allons revisiter l'organisation des élections et les résultats électoraux au Kivu, décrypter la configuration et les actions des gouvernements (central et provincial), la politique de la reconstitution de l'armée et la restructuration des services de sécurité. Il apparaît que, contrairement aux discours officiels, la situation sur le terrain n'a guère évolué positivement. Pour les populations locales¹⁹ qui attendaient beaucoup des élections, c'est la déception totale car, pour la plupart d'entre elles, après l'élection égale avant l'élection.

2. DES ÉLECTIONS SUR FOND DE GUERRE

Depuis le démarrage du gouvernement de transition (30 juin 2003), les guerres n'ont jamais cessé dans certains coins à l'Est du pays. Confinées au niveau de basse intensité dans bien de cas, elles sont restées chaudes et totales au Nord-Kivu. Pendant que la capitale était secouée par l'instabilité politique due aux rivalités des anciens chefs rebelles devenus partenaires dans le gouvernement de transition, le Rwanda et l'Ouganda continuaient à y opérer. C'est-à-dire que, si les choses ont bougé à Kinshasa avec les élections qui ont

¹⁶ «Malaise au Palu, immobilisme au gouvernement et grogne au sein de la population», *L'Avenir Quotidien* du 11 mai 2007.

¹⁷ Dans le cadre politique de la RPC, les élections marquent la fin de la transition et le début de la troisième phase, à savoir celle du développement. UNION AFRICAINE, *Projet politique général pour la reconstruction et le développement post-conflit*, Addis-Abeba, 1995, sections 11, 18-22 ; NEPAD, *Cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique. Programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité*, juin 2005, sections 5, 25, 27-37.

¹⁸ WILLAME, J.C., *L'accord de Lusaka. Chronique d'une négociation internationale*, Paris, L'Harmattan et Tervuren, CEDAF, 2002.

¹⁹ Nous ne parlons pas des élus qui, eux, savent que leurs salaires sont là, même s'ils tardent à venir.

marqué la fin de la transition (même si c'était dans les douleurs), elles n'ont guère évolué dans la province du Nord-Kivu : « *Dans la province du Nord-Kivu, la situation sécuritaire est devenue pire après les élections.* »²⁰

2.1. Disparités internes au Kivu

En général, on dépeignait un tableau sombre de la situation interne au Kivu à la veille des élections, situation que le gouvernement de transition n'avait pas pu endiguer. Des rapports variés et indépendants n'ont cessé de stigmatiser le statu quo en matière d'insécurité²¹ ; même le calme relatif visible dans les villes était et demeure précaire. Au-delà de ce dénominateur commun, il y avait bien de disparités qui ont influé sur l'organisation et l'issue des élections et qui montrent que Bukavu n'est pas le Kivu tout comme Butembo ou Beni ne le sont pas non plus.

2.1.1. Le Nord-Kivu

Le Grand Nord est le bastion du couple UPDF/RCD-ML tandis que le petit Nord est celui du trio FDN/RCD/TPD²². Cette dualité a pesé beaucoup dans l'organisation des élections. Dans le premier cas, on a enregistré peu de plaintes. Est-ce parce que la présence de l'Abbé Malu Malu à la tête de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et de ses proches au niveau provincial a été un atout majeur ou est-ce à cause de la mobilisation maximale des électeurs, mieux conscientisés au sujet de ce qui était en jeu ? En tout cas, l'issue des élections a été plus applaudie dans les deux territoires de Lubero et Beni qu'ailleurs dans l'ancien Grand Kivu. Mais, tout le monde ne cesse de se demander pourquoi la région de Lubero-Beni, reconnue pour son nationalisme ethnique, a basculé d'un coup dans l'orbite de Joseph Kabila. Était-ce le résultat de la pression extérieure comme certains le laissent entendre ou s'agissait-il du résultat d'un calcul politique d'inspiration interne ? Dans l'un ou l'autre cas, l'absence d'Antipas Mbusa Nyamwisi et le pauvre résultat de Pierre Pay Pay wa Syakasighe (principal mécène des Nande au cours des trois dernières décennies et crédité au départ d'un score très honorable)²³ aux élections présidentielles (1,3% derrière Azarias Ruberwa), ont surpris. Le premier s'est désisté à la dernière minute (14 juillet 2006) au profit de Joseph

²⁰ SEMATUMBA, O., *Insécurité au Nord-Kivu : Entre fausses certitudes et vrais défis*, Goma, le 20 mars 2007, p. 5.

²¹ IPS, Kinshasa, le 6 février 2006 ; COMMISSION DIOCESAINE JUSTICE ET PAIX, "Situation inquiétante au Sud-Kivu", *Flash spécial*, n° 08 du mois de mars 2007, p. 1.

²² Dans les deux cas, nous parlons du contrôle de la situation sur le terrain ; en dehors des villes, le PPRD est quasi absent. Quant aux élections, les deux partis liés au RCD-ML, Forces du Renouveau et DCF/COFEDEC, ont devancé le PPRD dans les territoires de Lubero et Beni. Bien sûr, dans les coalitions, ils font partie de l'AMP.

²³ MUSANGU, F., "Pay-Pay conquiert Beni, Butembo, Kanyabayonga, Lubero et Wicha", *Le Phare* du 17 juillet 2006.

Kabila²⁴. Un geste qu'on a eu du mal à comprendre malgré ses justifications officielles²⁵. Les pressions et promesses²⁶ n'ont pas manqué. Malgré son mécénat passé et le fait qu'il ait promis beaucoup de choses²⁷, y compris la construction d'un monument en mémoire des victimes de la guerre du RCD à Butembo, Pay Pay a échoué dans ses ambitions présidentielles alors qu'il était entouré de politiciens expérimentés comme Cléophas Kamitatu et Mwando Nsimba. Plusieurs raisons sont avancées : une mauvaise campagne (investissement des moyens financiers insuffisants et gestion familiale ou fermée de la campagne) ou le sabotage, voire les menaces de la part de ceux qui ont voulu faire passer Joseph Kabila, une campagne de dénigrement savamment orchestrée, surtout à Bukavu. N'empêche que, dans l'ensemble, les Nande ont tiré le maximum de profit de leur stratégie (adhésion à plusieurs formations politiques, rapprochement entre le PPRD et le RCD-ML au lendemain de la signature de l'accord de Sun City le 8 avril 2002) car, en plus du nombre très élevé de députés nationaux et provinciaux et du contrôle des institutions provinciales, ils ont réussi à décrocher trois grands ministères (Affaires Etrangères et Coopération Internationale, Tourisme et Energie) et un grand vice-ministère (Défense nationale et Sécurité). Ils ont obtenu plus que n'importe quel autre groupe ethnique au Kivu. En plus, ils ont fait un retour très remarqué à Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu d'où ils avaient été évincés d'abord en juillet 1993 lors de la formation de l'administration de Christophe Moto Mupenda et, ensuite, de manière beaucoup plus marquée en octobre 1998 avec l'émergence du couple RCD-Goma/TPD (Tous pour la Paix et le Développement) sur l'échiquier politique local, national et régional après le 10 octobre 1998, date de la création du TPD.

Goma est une ville qui est soumise à l'influence de Kigali²⁸ et prise en sandwich entre les troupes du Rwanda et celles de Laurent Nkunda ; elle connaît un regain de rivalités entre les Tutsi, Nande et Shi qui occupent de fortes positions dans les institutions nationales par rapport aux autres communautés du Grand Kivu. Les élections du 30 juillet 2006 ont consacré une défaite écrasante du RCD avec seulement 5 députés nationaux (2 Hutu en

²⁴ "Un candidat à la présidentielle se désiste en faveur de Joseph Kabila", AFP, Kinshasa, le 25 juillet 2006.

²⁵ "Election présidentielle : Désistement de Mbusa Nyamwisi", *Le Phare* du 15 juillet 2006.

²⁶ Il semble que Joseph Kabila lui avait promis un ministère stratégique, soit celui de la Défense, soit celui de l'Intérieur. Lui-même en était si convaincu qu'il déclara, après l'élection de Joseph Kabila ce qui suit : « *Nous allons constituer un leadership fort autour du président* ». S'étant rendu plus tard compte que la promesse n'était pas honorée, il déclara refuser d'entrer dans le gouvernement en suggérant qu'il y enverrait ses alliés. Le succès de ses candidats aux élections provinciales à Goma, notamment ceux qui briguaient le gouvernorat et le vice-gouvernorat en tant qu'indépendants, a poussé Joseph Kabila à fléchir ; il lui a finalement confié la direction de la diplomatie congolaise.

²⁷ MUSANGU, F., *op. cit.*

²⁸ A titre d'exemple, beaucoup d'agents qui travaillent dans les services stratégiques et sensibles comme l'ANR (Agence Nationale de Renseignement) et la DGM (Direction Générale de Migration) résident au Rwanda, "Goma : suspension d'une trentaine d'agents de la DGM et de l'ANR résidant au Rwanda", *RadioOkapi.net* du 31 mai 2007.

territoire de Masisi, 2 Hutu en territoire de Rutshuru et 1 Nande en territoire de Beni²⁹ contre 16 du PPRD. Il est clair que ces résultats ont frustré beaucoup de Tutsi qui n'ont pas manqué de les critiquer avec virulence. Des manoeuvres pour infléchir la dynamique ou rectifier le tir allaient de soi. Les scrutins directs des députés provinciaux du 29 octobre 2006 et indirect des sénateurs du 19 janvier 2007 en ont offert l'occasion. D'où la salve de protestations qui a suivi surtout l'élection aussi bien au Nord-Kivu qu'au Sud-Kivu du fait que le RCD a pesé de son poids pour faire élire ses candidats (Mwanga Chuchu dans le premier cas, Balamage et Mme Shenila dans le deuxième cas alors que ceux-ci avaient échoué à la députation provinciale). Les perspectives de changement politique enclenchées par les élections sont de tous les dangers car, en plus des rivalités ethniques et régionales que le gouvernement Gizenga et le gouvernement provincial du Nord-Kivu à dominante Nande³⁰ doivent gérer avec doigté, il ne leur sera pas facile de mettre fin au gouvernement parallèle mis en place par Kigali et que l'ancien maire de Goma, feu François-Xavier Nzabara Masetsa, fustigeait il y a deux ans.³¹

Dans le Bwisha, le RCD a joué à fond la carte rwandophone en manipulant le gouverneur Eugène Serufuri³² avant de l'abandonner à la dernière minute. Celui-ci s'est présenté comme candidat indépendant au vice-gouvernorat et passe aujourd'hui pour ennemi numéro un de Laurent Nkunda et du RCD-Goma qu'il a servi contre vents et marées³³. Bien qu'elles aient voté massivement pour le PPRD et le RCD-Goma, avec l'encouragement de leurs leaders, les populations du Bwisha sont en train de payer lourdement les frais des opérations militaires conjointes FARDC/CNDP en cours depuis janvier 2007³⁴. Quant à la chefferie de Bwito (en territoire de Rutshuru) et au territoire de Masisi, espace-symbole de la guerre en RDC, ils n'ont jamais eu du répit ; Laurent Nkunda sert de paravent à l'armée rwandaise qui, sous prétexte de combattre les Hutu et résistants Maï Maï, y maintient son emprise³⁵. C'est pourquoi, cette région d'où l'actuelle guerre a commencé en

²⁹ On dirait que la défaite électorale du RCD est en fait celle des Tutsi qui l'ont piloté depuis sa naissance en août 1998. Dunia Bakarani, l'un de grands idéologues de la « *rwandophonie* », s'est rallié à la dernière minute au MLC et a été voté sur ce ticket. Il est le seul Tutsi au sein de l'Assemblée nationale.

³⁰ Le gouverneur, le directeur du cabinet du gouverneur, le directeur de province, 3 ministres affectés à la tête des ministères stratégiques, et le maire de la ville de Goma sont tous Nande.

³¹ L'autorité du nouveau gouverneur est déjà contestée au motif qu'il serait « *incompétent et trop attachée à sa communauté* », « Nord-Kivu : une motion de défiance contre le gouverneur J. Paluku déposée le 5 juin 2007 par une dizaine de députés », *Le Potentiel*, n° 4042 du jeudi 7 juin 2007.

³² OGT, *Le Rwanda plante le décor d'une nouvelle guerre d'agression à l'Est de la RDC*, Kinshasa, septembre 2003, pp. 13-14.

³³ Se sentant insécurisé, il vient d'aller s'installer à Kinshasa avec sa famille. Ses biens dont les véhicules auraient été saisis par ses anciens alliés du RCD.

³⁴ « Nord-Kivu : Rutshuru, attaque armée contre le curé de Jomba », *RadioOkapi.net* du 10 mars 2007 ; « La brigade Bravo des FARDC provoque des incidents à Buramba », *Le Potentiel* du 14 mars 2007.

³⁵ *Les Couloirs-Beni*, n° 173-174 du 20 février au 15 mars 2007.

mars 1993 est restée, dans sa grande partie, sous le contrôle des troupes du RCD et de celles de Laurent Nkunda depuis le démarrage de la transition. Avec l'opération du «*retour des réfugiés Congolais au Rwanda*», beaucoup des Tutsi ont été ramenés sous escorte de l'APR/FDN et installés dans des coins stratégiques, soit aux abords de principaux axes routiers (Mushaki, Bihambwe, Kirokirwe, Kitchanga, Luboga, Ngungu, etc.)³⁶. Fortement armés, mais déguisés en bergers³⁷, ils contrôlent tout mouvement d'entrée et de sortie de cette région. Ce sont ces éléments qui constituent le fer de lance du groupe Nkunda. Ce contrôle n'a pas permis le déroulement normal de la campagne, surtout pour les non membres du RCD ; il y a maintenu une insécurité qui s'est amplifiée au lendemain de la proclamation des résultats électoraux du premier tour. Dès lors, les hommes de Nkunda ont mis en quarantaine Masisi avec la fermeture de l'unique porte d'entrée et de sortie, le «*Sake check point*». Même le gouverneur Serufuri était empêché par les hommes de Laurent Nkunda de s'y rendre. Cinq jours avant le premier tour des élections, ce dernier abandonnait le Front pour la Libération de l'Est du Congo (FLEC) pour lancer le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP)³⁸. En janvier 2006, une jonction entre ses hommes et ceux de Bosco Ntaganda³⁹ et Bwambale Kakolele⁴⁰ opérant en Ituri, avait été signalée dans la région de Rutshuru⁴¹ et il avait été dit qu'ensemble ils créaient la Brigade d'Intervention Populaire (BIP)⁴². Il réitéra sa menace en septembre 2006, en s'en prenant d'abord aux Hutu qui étaient à la tête des brigades brassées. Il brandissait évidemment le spectre habituel du génocide et les accusait tous d'être des interahamwe⁴³. Il avoua même qu'il était farouchement opposé à l'effort du gouvernement pour

³⁶ RUSAMIRA, E., «*La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu: réflexion prospective*», *Afrique contemporaine*, automne 2003, p. 153 ; «*Nord-Kivu: des hommes de Laurent Nkundabatware bloquent la circulation à Mushaki*», *RadioOkapi.net* du 17 décembre 2006.

³⁷ MULUDAMA, M., «*Une autre forme de guerre: les dignitaires du RCD achètent de grandes étendues de terre à l'Est*», *L'Observateur* du 7 mai 2004 ; KASEREKA, M.R., BAUMA, B.N., et NASIBU, B.C., *Trafic d'armes. Enquête de terrain au Kivu (RDC)*, Bruxelles, Rapport du GRIP 2006/4 ; NYOTA, C., *Insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo: agenda caché*, Human Rescue/RD Congo, Kinshasa, le 30 avril 2007.

³⁸ HUMAN RIGHTS WATCH, *RD Congo : La violence menace les élections au Nord-Kivu*, New York, le 28 juillet 2006.

³⁹ Il se trouvait à côté de Laurent Nkunda, des autorités militaires et civiles nationales et provinciales (dont le nouveau gouverneur), des représentants de la MONUC à Kitchanga le 23 mars 2007 à l'occasion de ce qu'on appelait la cérémonie de mixage entre la brigade Delta et les FARDC, «*Nkunda, invité d'honneur à une cérémonie officielle au Nord-Kivu*», *RadioOkapi.net* du 23 mars 2007.

⁴⁰ Aujourd'hui, son nom est encore évoqué dans les préparatifs militaires en cours au Kivu.

⁴¹ Le colonel She Kasikila (Hunde) fut évincé au profit de François Kamanzi (Tutsi) par le chef d'Etat-Major de la force aérienne, le général Amisi, qu'accompagnait le gouverneur Eugène Serufuri, tous deux membres du RCD-Goma. Le colonel Mayanga (Hutu) subit le même sort plus tard sur injonction du président Joseph Kabila et du ministre de la Défense d'alors, Tharcisse Habarugira (Tutsi) ; il fut remplacé par un allié de Laurent Nkunda, le colonel Gihanga (un Hutu de mère tutsie). Six mois viennent de s'écouler que Mayanga est retenu à Kinshasa sans affectation.

⁴² *Le Potentiel*, n° 3637 du 28 janvier 2006 ; *AFP* du 2 février 2006.

⁴³ NKUNDA, L., *Communiqué de presse du CNDP*, Bwiza, le 14 septembre 2006.

rétablir son autorité dans ce fief qu'il considère déjà comme une chasse gardée : « *Le CNDP prévient déjà qu'aucune force militaire qui lui serait hostile ne se déploiera au Masisi ou au Bwito. Toute tentative de cette nature sera contrée, le cas échéant, par la force. Si ces menaces sont réalisées, cela veut dire qu'il y aura des affrontements et, en conséquence, qu'il n'y aura pas d'organisation des élections dans la sérénité, a déclaré Azarias Ruberwa* »⁴⁴. Acteur isolé⁴⁵ ou pas, Laurent Nkunda est l'arbre qui cache la forêt. Les concessions qu'il a obtenues auprès du gouvernement de Kinshasa en janvier 2007 et leur impact sur l'imbroglie post-électorale au Nord-Kivu⁴⁶ sont en soi des preuves qui entretiennent des brouillards dans le paysage politique et suscitent beaucoup d'inquiétudes parmi les populations du Kivu. D'où, le désir de la majorité des députés nationaux du Kivu de « *connaître les causes de la transformation soudaine du processus de brassage en opération de mixage (voir infra) aux contours non élucidés à ce jour* »⁴⁷ et la pression qu'ils ont commencée à exercer sur le gouvernement pour qu'il mette fin à cette opération trop controversée⁴⁸.

2.1.2. *Le Sud-Kivu*

A la veille des élections, le Sud-Kivu était qualifié tantôt de « *région inféodée de bandes armées* » tantôt de « *cercle infernal d'insécurité* » tantôt de région « *en passe de devenir la petite somalisation congolaise* ». Mais, on notait l'influence écrasante de Bukavu et de l'hinterland immédiat (le Bushi) dans l'espace public ; cette donnée ne doit pas être perdue de vue si l'on veut comprendre le succès de Joseph Kabila et la consolidation de l'emprise du Rwanda au Sud-Kivu. D'où la question de savoir comment expliquer l'incarnation simultanée de ces deux phénomènes qui, par essence, sont antinomiques (occupation versus nationalisme) ou comment le Sud-Kivu

⁴⁴ MOBATELI, A., "Nouvelles menaces sur les élections à l'Est: Aucune alternative à l'arrestation du général dissident Laurent Nkunda", *Le Potentiel*, Kinshasa, le 22 septembre 2006.

⁴⁵ Il est décrit comme « *a spoiler* » appartenant à ce groupe d'acteurs individuels qui, « *with the choices they made at certain critical junctures* », « *have triggered one crisis after another* », LEMARCHAND, R., "The Geopolitics of the Great Lakes Crisis", *L'Afrique des Grands Lacs. Dix ans de transitions conflictuelles. Annuaire 2005-2006*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp.41-43

⁴⁶ Les infiltrations de l'armée rwandaise, la recrudescence de l'insécurité et des violations massives des droits de l'homme ainsi que les déplacements massifs (IDCM, *op. cit.*, p. 33, MAROY, F.-X., *Message à son Excellence Monsieur Bernard Prévost, Ambassadeur de la France à Kinshasa, de passage à Bukavu*, Bukavu, le 28 mai 2007)) sont quelques-unes des facettes de cet imbroglie ou, comme diraient certains observateurs, des faits troublants.

⁴⁷ MUKENZA, D., "Congo-Kinshasa : Armée, le mixage inquiète les députés", *Le Phare* du 17 avril 2007.

⁴⁸ "Congo-Kinshasa : Avec le report de la Table Ronde inter-communautaire sur la sécurité dans les deux Kivus, la stratégie de sécurité nationale dans l'impasse", *Le Potentiel* du 28 mai 2007. Pour l'analyse des enjeux sous-jacents, lire EBENGA, T., "Les contours du débat sur la sécurité au Kivu", *Le Phare* du 6 juin 2007.

s'accommode-t-il à la fois avec la politique de Kigali⁴⁹, la politique de Joseph Kabila⁵⁰ et les aspirations populaires du lieu ? Une réponse à cette double question requiert un petit retour en arrière. L'évolution des événements depuis octobre 1996 a démontré deux réalités : d'un côté, Bukavu-ville est en contraste avec l'arrière-pays et le discours sur la démocratie et la paix y est monopolisé par une certaine élite ; d'autre part, le radicalisme dont cette ville a été longtemps accréditée n'a cessé de perdre son éclat. C'est à Bukavu où, depuis son entrée en fonction en janvier 2001, Joseph Kabila, a reçu le plus de soutien. Pourquoi tant de soutien à Joseph Kabila dans une ville réputée révolutionnaire et d'anti-occupation rwandaise ? Une raison est simple : il s'est entouré de beaucoup des gens du Sud-Kivu dont la plupart sont de l'ex-mouvance de Masasu Nindaga ou de la mouvance rwandaise qui ne s'est pas impliquée pleinement dans le mouvement de la résistance Mai Mai. Toute la politique de l'Est pourrait se baser sur cette complicité Joseph Kabila-Bukavu tissée pendant les cinq dernières années. Ce dernier a choisi certains grands collaborateurs de l'Est dans ce cercle restreint⁵¹ ; ceux-ci ont utilisé leurs positions au centre du pouvoir et exploité les créneaux ordinaires (les églises et certaines Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et Organisations Non-Gouvernementales de Développement (ONGD) qui, généralement, bénéficient plus que les autres de financements extérieurs)⁵² pour rallier une portion importante de la population à la cause de Joseph Kabila ou du PPRD⁵³. Enfin, il a fallu opérer des modifications importantes dans le leadership provincial (militaire et politique) avant l'organisation des élections : l'éviction des commandants de la 10^{ème} région militaire, Alphonse Nabyolwa (mars 2004)⁵⁴ et Mbuza Mabe (2005)⁵⁵, un gouverneur lega-Augustin Bulaimu- un vice-gouverneur lega- Didace Kaningini- et un maire fulero-Mathieu Rubuye). Leurs

⁴⁹ Elle consiste d'abord à empêcher que des leaders qui ne sont pas manipulables soient affectés ou, s'ils sont affectés, ne se stabilisent à Bukavu, au risque de faire de cette ville le point de départ de l'élimination de l'influence rwandaise à Goma. Elle porte ensuite sur l'instrumentalisation des Tutsi Banyamulenge, des anciens officiers de l'AFDL impliqués dans l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila (Bora Uzima, Chiribanya et consorts), certains leaders de Mudundu 40 du genre Patient Mwendanga, de certains commerçants locaux, voire des fameux rastas ou faux interahamwe figurant parmi les criminels qui font rage dans le territoire de Walungu.

⁵⁰ La marginalisation des autorités coutumières emblématiques et le recrutement des collaborateurs en dehors du cercle habituel du pouvoir au Bushi, y compris dans certains milieux confessionnels et de la société civile, sont les principaux axes de cette politique. De cette manière, celle-ci ne diffère pas de la politique du Rwanda dont l'objectif est de subordonner la province et affaiblir, à défaut d'annihiler, la résistance Mai Mai.

⁵¹ "Le pouvoir de Joseph Kabila : une toile d'araignée, 19 janvier 2007", *OBSAC*, vol. 9, janvier 2007.

⁵² Les bailleurs des fonds ne sont pas restés insensibles à la sympathie que certains milieux politiques occidentaux ont eue pour Joseph Kabila et les efforts déployés pour le faire élire.

⁵³ MUKEMBANYI, N., "Bukavu : Eglise catholique et ONG offrent la ville au PPRD sur un plateau d'argent", *Le Soft International*, n° 778 du 17 novembre 2003 ; FLIPO, B., "Loin de Kinshasa, Bukavu ne jure que par Kabila", *Le Monde* du 23 octobre 2006.

⁵⁴ Il a été rappelé et re-affecté à Kinshasa.

⁵⁵ Il a été rappelé et re-affecté à Kitona au Bas-Congo.

remplaçants respectifs et réputés pour être proches du Rwanda (le général Angolowa, le gouverneur shi-Déogratias Buhambahamba- un vice-gouverneur lega-Aurélié Bitondo⁵⁶- et un maire shi-Prosper Mushobekwa) sont venus rejoindre l'unique autorité qui est restée aux commandes, à savoir le vice-gouverneur tutsi en charge des affaires économiques et financières depuis l'installation des autorités provinciales de la transition le 15 mai 2004, Thomas Nzaratimana⁵⁷. Les décors étaient ainsi plantés pour créer des conditions favorables à l'élection des éléments pro-Joseph Kabila. L'élection télécommandée d'un gouverneur Shi peu enraciné dans le terroir, Célestin Cibalonza (PPRD et conseiller à la Présidence de la République)⁵⁸ et d'un vice-gouverneur lega bien assis dans le Mwenga natal, Léon Nyamatomwa (membre du MSR, parti de Pierre Lumbi qui a construit sa carrière dans le monde associatif à partir de Bukavu et ce, au sein de l'ONGD «Solidarité Paysanne») était une façon de calmer un peu le jeu. La mort de Léon Mumate dans la nuit du 10-11 mai 2007 n'est pas de nature à apporter la détente souhaitée entre les deux camps, Shi et Lega, ou à réduire la frustration des Lega⁵⁹. Le contrôle du bureau actuel de l'Assemblée nationale par Bukavu, la présidence (Vital Kamerhe), la questure (Bahati Lukwebo) et la vice-présidence (Lutundula, membre du Parti de Pierre Lumbi, le MSR)⁶⁰, s'inscrit dans ce schéma ethnico-politique. C'est ce qui explique aussi le fait que la

⁵⁶ Elle n'a pas fait six mois et son remplaçant Ignace Mupira (lega comme elle et ancien secrétaire-rapporteur de la Commission dite Lutundula) n'a fait que deux mois à peine, janvier-mars 2007 ("Le gouverneur intérimaire, Mupira Mambo, passe la direction au gouverneur élu", *RadioMaendeleo.org* du 15 mars 2007). C'était en fait une déstabilisation des lega qui ne disait pas son nom.

⁵⁷ Nous n'ethnicisons rien ; au contraire, nous démontrons les faits qui indiquent qu'à l'instar de la province du Nord-Kivu « *the political power (in Bukavu is being) built on an ethnic base* », IDMC, *op. cit.*, p. 34.

⁵⁸ Certains membres de la Société civile, de l'ONG « Héritiers de la Justice » probablement, ont mal accueilli cette implication d'en haut (en réalité la Présidence de la République) dans l'élection du gouverneur, du vice-gouverneur et des membres du bureau de l'Assemblée provinciale. Ainsi, ont-ils fustigé « *l'utilisation des moyens colossaux dans le déploiement de l'état-major du candidat gouverneur actuellement logé à l'Hôtel Horizon, le pus huppé de la ville ; la distribution de sommes d'argent dérisoires à nos députés au lieu de payer leurs salaires ; l'interférence des institutions nationales dans la gestion des institutions provinciales (car) elle aboutit à des manipulations tribalistiques susceptibles de replonger la province dans les zizanies des années 1993-1996* », *Déclaration des Organisations de la Société civile*, Bukavu, le 5 janvier 2007.

⁵⁹ Ceux-ci comparent la mort du vice-gouverneur Léon Mumate à celle de l'ancien gouverneur mobutiste en province Orientale et étoile montante de la politique congolaise, le très populaire Assumani Busanya Lukili. L'élection de son suppléant (un autre lega de Mwenga et membre du MSR), Bernard Watunakanza, par les députés provinciaux du Sud-Kivu comme nouveau vice-gouverneur (*La Prospérité* du 29 mai 2007) va peut-être apaiser les esprits.

⁶⁰ Il convient de rappeler que Pierre Lumbi, chouchou des bailleur des fonds et ministre d'Etat chargé des Infrastructures et Travaux Publics dans le gouvernement Gizenga, est l'un des alliés-clés de Joseph Kabila dans son dispositif politique à Kinshasa et à l'Est, notamment à Bukavu où le PPRD et le MSR dominent le paysage politique post-électoral ; ailleurs dans la province du Sud-Kivu, c'est le monopole du RCD-Goma qui continue, l'esprit de l'Accord Global et Inclusif (AGI) et le calendrier électoral obligent.

société civile de Bukavu est fortement divisée et, parfois, complice du pouvoir : noyautés par l'administration AFDL au départ, beaucoup de leaders de la société civile jouent aujourd'hui à visage découvert en faveur du PPRD.

En dehors de ce remue-ménage à caractère politico-ethnique qui s'effectuait à Bukavu, s'opposent les haut-plateaux d'Itombwe où les Tutsi Banyamulenge ne font que consolider leurs positions. Cette partie de la province du Sud-Kivu d'où sont originaires Azarias Ruberwa (président du RCD et Vice-président de la RDC dans la formule 1+4), Moïse Nyarugabo (chef du groupe parlementaire RCD dans le Parlement de la Transition et ministre de l'Economie de décembre 2006 à février 2007 et élu finalement sénateur dans l'une des circonscriptions électorales de Kinshasa) et Kijege (chargé de la Logistique à l'Etat-major des FARDC), constitue un monde à part et demeure en dehors du contrôle des autorités provinciales à Bukavu. La division interne aux Banyamulenge et le conflit entre ces derniers et Kigali sont des questions controversées. Ce qui est moins sujet à controverse est le fait que les Hauts-Plateaux d'Itombwe sont fortement militarisés, un processus qui avait commencé bien avant la guerre AFDL. C'est au cours de la guerre RCD que l'on a constaté des sons discordants au sein de la communauté Banyamulenge : le groupe autour d'Azarias Ruberwa, Bizima Karaha et Moïse Nyarugabo inféodé au Rwanda et le groupe autour de Müller Ruhimbika, Enoch Ruberangabo Sebinezwa, Patrick Masunzu qui cherchaient à s'émanciper de la tutelle rwandaise. Cette divergence de vue semblait se refléter dans les premiers affrontements qui ont eu lieu dans cette partie du Sud-Kivu ; à l'époque, le Rwanda était accusé de vouloir anéantir les Tutsi Banyamulenge⁶¹. Il s'agissait officiellement d'un affrontement entre Kigali et ses anciens alliés Tutsi du Sud-Kivu. Dès que le gouvernement de transition en RDC a commencé, les relations entre Kigali et ses derniers semblent s'être normalisées. Cette normalisation a suivi le trajectoire suivant. Au départ, on assista à la défection de Jules Mutebusi et ses pairs des FARDC et leur repli sur le Rwanda ; du Rwanda, ils regagnèrent progressivement les Hauts-Plateaux où ils ont rejoint Patrick Masunzu. Il paraît que ce dernier et Jules Mutebusi n'accordent pas les violons ; le premier est accusé de rouler pour Kinshasa (Joseph Kabila)⁶² et le second pour Kigali (Paul Kagame). Pour les uns, c'est donc la lutte pour leadership ou le conflit d'intérêts entre les clans qui y entretiennent le climat d'insécurité. Mais, lorsqu'on examine ce qui s'y passe à la lumière des enjeux nationaux et régionaux, on obtient l'autre face de la médaille. Les leaders Banyamulenge luttent pour l'obtention d'un territoire autonome. Celui de Minembwe qui avait été installé par le RCD, a été annulé par le Parlement de transition et tous les efforts déployés en vue de le rétablir

⁶¹ RUBERANGABO, S.E., *La guerre du Rwanda dans les montagnes de Minembwe au Sud-Kivu, RD Congo*, La Haye (Pays-Bas), le 5 juin 2002.

⁶² Les gens qui suivent de près cette affaire font état de l'existence d'un arrêté présidentiel qui nommerait Patrick Masunzu commandant de la 10^{ème} région militaire du Sud-Kivu à Bukavu, arrêté qui reste sous le tiroir car sa promulgation dans les conditions actuelles risque d'embraser toute la province qui est déjà aux bords de l'explosion.

n'ont pas porté du fruit. Avec cet échec et l'échec rencontré par ceux qui voulaient des « *listes bloquées* » s'évanouissait leur ambition d'avoir des députés issus du territoire dont ils rêvaient la création. Cette frustration et leur échec enregistré aux élections en territoires d'Uvira et de Fizi ainsi qu'à Bukavu alimentent le militarisme et sert d'ingrédient majeur dans les affrontements en cours depuis janvier 2007. Le reste du Sud-Kivu est quasiment oublié. On l'évoque en parlant des abus de la guerre (pillages, vols violents, viols sexuels). Ni les éléments de la MONUC, ni les troupes des FARDC n'y ont été déployés. L'hinterland lointain de Bukavu est resté ainsi le havre des groupes armés congolais et rwandais ; ceux-ci auraient tantôt supervisé tantôt perturbé les élections en certains endroits.

2.2. L'opération « mixage » et ses effets pervers

A la veille des élections, la MONUC a renforcé sa présence au Kivu au moment où l'EUFOR se déployait dans la capitale. L'ONUB a été mise à contribution car ses éléments ont été aussi dépêchés au Kivu. Finalement, la MONUC, l'ONUB et les FARDC ont appliqué une politique de laisser-faire car leurs actions se sont limitées à la sécurisation des élections. Aucune politique concertée ne fut entreprise pour mettre fin au statu quo, c'est-à-dire l'ordre politique et militaire imposé par des rebelles dits dissidents du RCD-Goma. La guerre que ceux-ci ont déclenchée en pleine campagne électorale et le mixage des éléments des FARDC et ceux du CNDP décrété au Nord-Kivu en janvier 2007 et ce, en dehors du cadre constitutionnel et bien avant la mise en place de l'Assemblée provinciale, sont l'objet de grande préoccupation⁶³. Ainsi, au lieu de ramener le calme, les brigades mixées sont une source d'insécurité croissante que l'Assemblée provinciale a fustigée dans un récent rapport ; les auteurs du dit rapport dénoncent le recrutement des rwandais (civils et soldats démobilisés par Nkunda, les infiltrations simultanées des militaires rwandais et surtout l'organisation du transfert des vaches et des personnes en provenance du Rwanda et de l'Ouganda au Nord-Kivu, personnes qui n'ont jamais habité dans cette contrée et un transfert qui ne respecte aucune formalité administrative (il s'agit, selon leurs propres mots, des immigrations clandestines)⁶⁴. L'aggravation actuelle de l'imbroglio dans les territoires de Rutshuru et Masisi est, en tout cas, l'anti-thèse de l'ordre démocratique qui se met petit à petit en place dans les territoires voisins du Nord, Lubero et Beni⁶⁵.

⁶³ MUKENZA, D., "Congo-Kinshasa: Armée, le mixage inquiète", *Le Potentiel* du 16 avril 2006.

⁶⁴ "Goma : insécurité, l'Assemblée provinciale accuse les brigades mixées", *RadioOkapi.net* du 5 avril 2007. Pour le texte de ce rapport voir HAKIZIMANA, H.J. et NKUBA, K.S., *Rapport d'information de la Commission de l'Assemblée provinciale sur la situation sécuritaire préoccupante au Nord-Kivu*, Goma, le 31 mars 2007 ; "Rwandais recrutés par Nkunda rapatriés depuis janvier 2007 par l'ONU", AFP, Kinshasa, le 24 mai 2007

⁶⁵ Les violences des Monts Ruwenzori semblent, pour l'instant, avoir baissé d'intensité. Cela est dû au pragmatisme des leaders ougandais et nande ou au fait que l'évolution politique actuelle est en train de placer la région de Lubero-Beni au centre du pouvoir provincial, national, voire

C'est pourquoi, le regain de la guerre empêche les nouvelles institutions de fonctionner normalement. Dans son communiqué de presse du mercredi 14 mars 2007, la MONUC déclarait ceci : « *La situation sécuritaire, sur l'ensemble de la RD Congo, est plutôt calme, à l'exception du Nord et Sud-Kivu qui sont sujets d'inquiétude* ». Pourquoi ces deux provinces d'où la guerre de 1996 a commencé ne veulent-elles pas suivre le pas des autres provinces ? C'est que la logique des urnes y est contrariée par la logique des armes que certains acteurs locaux, notamment dans les territoires de Rutshuru et Masisi d'une part et les plateaux d'Itombwe en territoire d'Uvira d'autre part, qui ont boudé ou perdu les élections, mettent en avant pour conserver une emprise sur l'armée. A la veille des élections, Jason Stearns donnait cet avertissement : « *Remplacer la logique des armes par la logique des urnes peut s'avérer dangereux : s'ils ne parviennent pas à leurs fins par les élections, les anciens combattants pourraient tout simplement reprendre les armes... On n'a pas vraiment l'impression d'aller aux urnes mais plutôt de monter à l'échafaud, plaisante l'un des membres du Rcd* »⁶⁶. Ce qui se passe au Kivu, voire à Kinshasa, s'inscrit dans cette dynamique.

En effet, au deuxième tour des élections, le CNPD et le RCD-Goma ont recouru aux intimidations, voire menaces de mort, et à la corruption matérielle et morale pour permettre aux candidats de ce dernier de les remporter. Après les élections du 29 octobre 2006, Laurent Nkunda commença à revendiquer bien de choses auprès du président élu, Joseph Kabila. Cette nouvelle manoeuvre fut captée 5 sur 5 étant donné que la MONUC, Joseph Kabila, et d'autres dirigeants africains (le président sud-africain, Thabo Mbeki, et ses homologues de l'Afrique australe en première ligne), ont décidé le mixage⁶⁷ de ses troupes avec celles des FARDC, court-circuitant ainsi l'opération du brassage qui était en cours. Ils ont accepté pratiquement toutes les exigences de Nkunda : le rapatriement de ce qu'il appelle « *Tutsi congolais réfugiés au Rwanda et en Ouganda* »⁶⁸ et qu'il évalue à 40.000 hommes, l'octroi des postes de commandement à ses officiers au sein des FARDC et, surtout, « *l'obligation de laisser ses hommes ne servir le pays qu'au Nord-Kivu pour éventuellement protéger leurs frères Banyamulenge* » (Tutsi)⁶⁹. En d'autres termes, ils lui ont octroyé le commandement de fait des forces armées

régional au profit de Kampala par rapport à Kigali ? Si la réponse à cette question n'est pas l'une de ces deux hypothèses, elle se situe entre les deux.

⁶⁶ STEARNS, J., "Le coup de poker des élections au Congo", *Le Potentiel* du 15 mai 2007.

⁶⁷ « *Le mot est sorti des laboratoires de Kigali. Eléments militaires rwandophones hostiles au brassage, les hommes de Laurent Nkunda à travers leur parrain Paul Kagame ont réussi à imposer leur vue et s'imposer* » (*Les Coulisses-Beni*, n° 173-174 du 20 février au 15 mars 2007). Aloys Tegera et Onésiphore Sematumba parlent plutôt d'une « *formule convenue entre les deux parties* », "Laurent Nkundabatware pour le CNDP et le général John Numbi pour les FARDC et Joseph Kabila", *op. cit.*, p. 5

⁶⁸ "Le cynisme du dissident Nkundabatware au Nord-Kivu", *La Conscience* du 22 décembre 2006.

⁶⁹ DIOSSO, O., "Congo-Kinshasa: Situation sécuritaire au Nord-Kivu", *Le Potentiel* du 22 décembre 2006.

au Nord-Kivu, Joseph Kabila et la MONUC ont banalisé le mandat d'arrêt international lancé contre lui⁷⁰ étant donné qu'ils prennent l'amnistie ou l'annulation de ce mandat au sérieux⁷¹. En profitant de toutes ces concessions, Paul Kagame est en train de déverser ses militaires (en service ou démobilisés) au Kivu ; ceux-ci viennent donc intégrer l'armée nationale congolaise par le biais du mixage FARDC-CNDP⁷², une opération dans laquelle aucune identification n'est envisagée⁷³ : Ce qui veut dire que Laurent Nkunda fut gratifié par la légitimation de ses impunité et contrôle sur le petit Nord-Kivu où la constitution des colonies tutsi est réelle et se poursuit inlassablement. L'implantation des cinq brigades mixées dans les deux territoires de Rutshuru et de Masisi sert cette cause et consolide l'occupation du Rwanda qui les a transformés en zone mouvoir. Le refus du gouvernement congolais et de la communauté internationale de diligenter une enquête sur cette réalité que les populations locales dénoncent régulièrement est en soi révélateur de l'absence de la mauvaise volonté politique pour y mettre fin. C'est ici que réside l'exception du « *phénomène Nkunda* » et du brasier de Masisi-Rutshuru dans la gestion de la crise congolaise par la communauté internationale et le gouvernement présidé par Joseph Kabila : « *Masisi demeure sans conteste l'un des points les plus agités et qui, depuis toujours, échappe au contrôle de l'administration de Kinshasa, un trou des rats dans lequel les seigneurs de guerre comme Laurent Nkundabatware et autres éléments incontrôlés s'enkystent stratégiquement pour re-apparaître, le moment venu, sans être inquiétés et, d'où la question : qui gouverne Masisi ?* »⁷⁴ « *Rutshuru échappe quasi totalement à l'administration du gouvernement central de Kinshasa, la capitale de la RDC, et il s'y pose un réel problème d'administration qu'un gouvernement responsable se devait de régler au plus vite sauf s'il trouve son compte dans le cafouillage* »⁷⁵, « *le commandement militaire ne semble pas avoir une prise sur l'ensemble des effectifs des troupes déployées dans cette région.* »⁷⁶ C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles beaucoup de Congolais fustigent « *l'attitude équivoque de Kinshasa* », commencent à critiquer

⁷⁰ Bien que son nom soit lié à plusieurs atrocités, aucune instance (ONU, MONUC, gouvernement congolais, FARDC) n'a fait de sa capture une priorité, STEARNS, J., *op. cit.*

⁷¹ "Le voyage de (Joseph) Kabila au Nord-Kivu, 3 décembre 2006", *OBSAC*, vol. 9, décembre 2006.

⁷² HAKIZUMWAMI, H.J., NKUBA, K.S., *op. cit.*, pp. 16-18 ; MAROY, F.-X., *op. cit.*

⁷³ Le ministre de la défense et membre du PPRD, Chikez Diemu, a dit : *Nous devons identifier individuellement chacun de ses hommes*, soldats de Bemba majoritairement issus de l'ex-DSP/Division Spéciale Présidentielle-garde prétorienne de Joseph Mobutu, ("Les soldats de Bemba prêts à intégrer l'armée nationale", *Le Monde* du 28 mars 2007). Que cette exigence d'identification individuelle soit sacrée pour le cas des soldats de Jean-Pierre Bemba et cesse de l'être pour celui des soldats de Laurent Nkunda, cela signifie appliquer le principe de deux poids, deux mesures.

⁷⁴ *Mediacongo.net* du mardi 23 mai 2006.

⁷⁵ *IPS*, Kinshasa, le 6 février 2006.

⁷⁶ *Le Potentiel* du 8 mai 2006.

ouvertement Joseph Kabila⁷⁷ et cette affaire de mixage, boudée massivement au Kivu et perçue comme une trahison⁷⁸, commence à polluer le climat politique à Kinshasa et à embarrasser la Présidence de la République.

Les seigneurs de guerre des Hauts-Plateaux d'Itombwe n'ont pas tardé à suivre les traces de Laurent Nkunda. Etant donné qu'ils ont déclenché la guerre au lendemain de l'accord Kabila-Nkunda au Nord-Kivu, on a l'impression qu'ils cherchaient soit un accord séparé avec le gouvernement de Kinshasa⁷⁹ soit à faire jonction avec les troupes de Nkunda, une action qui avait échoué en 2004. La Commission diocésaine «Justice et Paix» à Bukavu n'exclut pas cette deuxième éventualité : « ... la hiérarchie militaire demande au commandant de la 10^{ème} région militaire d'accueillir une délégation en provenance du Nord-Kivu ayant pour mission de l'aider à convaincre un groupe de militaires réfractaire au brassage et basé dans les Hauts-Plateaux de Minembwe. Première surprise : au lieu de six officiers annoncés et mentionnés sur l'ordre de mission, il se trouve en face d'un groupe de trente officiers et militaires confondus. Deuxième surprise : Parmi ces officiers, on trouve ceux-là qui avaient endeuillé la ville de Bukavu pendant l'insurrection de Jules Mutebusi appuyé par Laurent Nkundabatware en mai-juin 2004. Parmi ces éléments, on pouvait reconnaître entre autres le colonel Eric Ruhorimbere, homme de main du colonel insurgé Jules Mutebusi, des lieutenants-colonels Kibibi et Biyoyo et du major Elias qui avaient tous fui vers le Rwanda après avoir mis la ville de Bukavu à feu et à sang en mi-juin 2004. Et comme si cela ne suffisait pas, le lieutenant Biyoyo s'est évadé de la prison de Bukavu en juin 2006 lors d'une évasion massive orchestrée par les présumés assassins de l'activiste Pascal Kabungulu... Et dire que la délégation était envoyée par les plus hautes autorités militaires pour soit-disant aider la dixième Région Militaire à rétablir la paix... Flash⁸⁰ se demande quelle paix on peut construire avec des gens repris des prisons alors qu'ils ont été régulièrement condamnés par leurs pairs. »⁸¹ L'intensification des va-et-vient des hommes de Nkunda entre le Nord-Kivu et le Sud-Kivu est une nouveauté post-électorale qui s'ajoute à la liaison existant entre Nkunda et le duo Ntaganda-Kakolele ou entre la province du Nord-Kivu et la province Orientale. L'Assemblée provinciale du Sud-Kivu entend s'approprier ce dossier de la question du territoire de Minembwe et n'est pas prête à accepter le fameux mixage, ce qui n'était pas le cas pour le Nord-Kivu où, comme souligné ci-

⁷⁷ «Aventures militaires de Nkunda: Les populations de l'Est dénoncent les négociations clandestines de Kigali», *La Prospérité* du 24 janvier 2007 ; «Le gênant dossier de Nkundabatware», *Le Phare* du 9 janvier 2007.

⁷⁸ BANDU, W.B., KAKULE, K., WETE, W., *Dénonciation du nouveau plan de colonisation du Nord-Kivu conclu par le Rwanda et le président Joseph Kabila*, Goma, le 20 janvier 2007 ; KISONGA, A.M., *Où va le Congo ?*, Namur, le 5 juin 2007.

⁷⁹ «Runingu: Les insurgés de Rukunda et Bisogo refusent le brassage et exigent le mixage», *RadioMaendeleo.org* du 28 mars 2007.

⁸⁰ C'est le nom du bulletin d'information de la Commission diocésaine «Justice et Paix» à Bukavu.

⁸¹ COMMISSION DIOCESAINE JUSTICE ET PAIX, *op. cit.*, p. 2.

haut, les négociations ont été vite entamées et conclues avant la constitution de l'Assemblée provinciale ; celle-ci a été délibérément placée devant un fait accompli à l'issue des négociations que d'aucuns qualifient de secret et récuse pour avoir été organisées à Kigali et sous le parrainage du Rwanda, parrain de Nkunda.

3. UNE POST-TRANSITION DE TOUS LES DANGERS

En principe, les élections devraient conduire à la modification profonde du paysage politique et militaire. Ce qui, pour l'instant, n'est pas le cas sur le terrain au Kivu. Cette section s'attache à l'analyse de changement des rapports entre les forces politiques d'une part, les forces ethniques d'autre part au double niveau national et provincial ou de ce que nous appelons processus de la redistribution des cartes politiques, étant entendu que le critère ethnique a pesé dans les élections (« *recensement ethnique* ») et dans les nominations post-électorales aux différentes postes de responsabilité.

3.1. Au niveau national

Colette Braeckman parle du « *basculement de la source du pouvoir de l'Ouest vers l'Est, une révolution pour le reste du pays que la capitale accepte difficilement* »⁸². Si tel est le cas, quel est le poids du Kivu dans cette nouvelle configuration politique à Kinshasa ? Pour y répondre, examinons les faits.

3.1.1. Parlement national

C'est le 30 juillet 2006 que les députés nationaux furent élus. Ils sont répartis comme suit entre les deux provinces du Sud-Kivu et, à l'intérieur de chaque province entre les territoires et partis politiques : 32 au Sud-Kivu⁸³ et 48 au Nord-Kivu⁸⁴. Le nombre des députés nationaux au Sud-Kivu est moins élevé qu'au Nord-Kivu où les deux territoires de Lubero et Beni ont une large majorité, 25 sur 48 sièges au Nord-Kivu (soit plus de 50% de Nande par rapport aux représentants des autres communautés de la province) ou sur les 80 sièges des deux provinces du Sud-Kivu et Nord-Kivu réunies au sein de

⁸² BRAECKMAN, C., "Huit questions au lendemain des élections", *Le Soir* du 23 novembre 2006.

⁸³ Bukavu (5 : 3 PPRD, 1 PANU, 1 UPRDI), Idjwi (1 : MSR), Kalehe (4 : 2 PPRD, 1 MSR, 1 CCU), Kabare (4 : 2 PPRD, 1 UPRDI, 1 Indépendant), Mwenga (3 : 1 PPRD, 1 MSR, 1 UPNAC), Shabunda (2 : 1 PPRD, 1 Indépendant), Fizi (3 : 1 PRM, 1 DCF-COFEDEC, 1 PPRD), Uvira (5 : 2 PPRD, 1 MSR, 1 Mai Mai, 1 PCBD), Walungu (5 : 2 PPRD, 1 CVP, 1 PCGB, 1 UPRDI).

⁸⁴ Goma (4 : 2 PPRD, 1 DCF-COFEDEC, 1 MLC), Nyiragongo (1 : PPRD), Rutshuru (8 : 3 PPRD, 2 RCD, 1 PANADI, 1 Indépendant, 1 Forces du Renouveau), Masisi (8 : 3 PPRD, 2 RCD, 2 PANADI, 1 MLC), Walikale (2 : 1 PPRD, 1 MRM), Lubero (13 : 3 PPRD, 3 DCF-COFEDEC, 2 MSR, 1 UPRDI, 1 CDC, 2 Forces du Renouveau, 1 Indépendant), Beni (12 : 3 PPRD, 3 Forces du Renouveau, 2 DCF-COFEDEC, 1 MLC, 1 MSR, 1 RCD, 1 Indépendant).

l'Assemblée nationale qui compte 500 membres dont 111 du PPRD, 64 du MLC, 63 Indépendants, 34 du PALU, 27 du MSR et 26 des Forces du Renouveau contre 15 seulement du RCD (soit la 7^{ème} force au niveau de l'Assemblée nationale). Le PPRD a 14 sur 32 sièges au Sud-Kivu, près de 50% des députés nationaux en provenance de cette province. Il a été élu partout⁸⁵, en dehors de l'île Idjwi qui a préféré le MSR au PPRD. Seuls les territoires de Fizi et d'Uvira ont aligné les candidats Maï Maï (représentants du PRM/Parti Résistant Maï Maï et Parti Maï Maï respectivement). Cet alignement n'est pas anodin car les Bembe, Vira et Fulero sont les voisins immédiats des Tutsi Banyamulenge et donc ceux qui ressentent le plus les effets néfastes de la militarisation des Hauts-Plateaux d'Itombwe. Au Nord-Kivu, il y a 17 élus du PPRD dont la majorité est constituée par les Nande et les Hunde. Le RCD-Goma n'a décroché que 5 sièges, 2 dans Masisi, 2 dans Rutshuru et 1 dans Beni. C'est dire que le PPRD a ratisé large dans les communautés dites autochtones⁸⁶ alors que le RCD-Goma a exploité l'étiquette rwandophone comme s'il entendait rallumer le clivage autochtones-allochtones. La présence de deux originaires du Sud-Kivu dans le bureau de l'Assemblée nationale (Chambre basse) qui compte 7 membres⁸⁷, Vital Kamerhe (Walungu) et Modeste Bahati Lukwebo (Kabare) est déjà le signe de l'importance que revêt Bukavu dans la politique de Joseph Kabila.

L'élection des sénateurs intervint le 19 janvier 2007 et, comme la loi le prévoit, quatre sénateurs par province devaient être élus⁸⁸. Ainsi, furent élus au Nord-Kivu les sénateurs Edouard Mwanga Chuchu (RCD-Goma, Tutsi), Venant Tshikasa (Nande), Martin Balikwisha (Hunde) et Ernest Hamuli (Shi) et au Sud-Kivu les sénateurs Balamage Nkolo (Idjwi, RCD-Goma), Mme Shenila Mwanza (Fizi, RCD-Goma), Jean-Luc Kuye Ndongwa Mulemera (Uvira, Vira, MSR), et Michel Chiribagula Bugoye (Mwenga, Shi). Le RCD-Goma y a tiré l'épingle du feu plus que toute autre formation politique. A Bukavu comme à Goma, on a fustigé la corruption qui a présidé à ces élections ; les députés provinciaux ont davantage voté pour l'argent que pour la

⁸⁵ Joseph Kabila a été élu par plus de 90% des suffrages exprimés.

⁸⁶ A ce sujet, il est intéressant de faire remarquer que, contre les 5 élus du RCD, le PPRD en a obtenu 3 dans Masisi (l'un étant un ancien vice-gouverneur AFDL et composante gouvernement, Valentin Tussi Balume), 1 dans Bwito/Rutshuru (fils d'un ancien chef du lieu, Buunda Baroki Xavier), 3 dans Beni. A Goma, il dispose aussi de 2 sur 4 sièges (l'un étant occupé par un ancien vice-gouverneur de la composante gouvernement, Dieudonné Jacques Bakungu Mithondeke) et l'unique siège de Nyiragongo. Il est clair que le PPRD a tablé sur le clivage Banyarwanda-non Banyarwanda pour décrocher beaucoup des voix. Cela s'est aussi matérialisé dans la rétribution des postes au sein de l'exécutif.

⁸⁷ Elus le 28 décembre 2006, les sept membres de ce bureau (tous membres de l'Alliance de la Majorité Présidentielle, AMP) sont les suivants: Président: Vital Kamerhe (PPRD), 1^{er} Vice-président: Christophe Lutundula (MSR), 2^{ème} Vice-président: Marc Mvuama (PALU), Rapporteur: Katende wa Ndaya (Forces du Renouveau), Rapporteur Adjoint: Egide Ngokosso (Udemo), Questeur: Modeste Bahati Lukwebo (Indépendant) et Questeur-Adjoint: Mme Christine Kalaba de la CODECO (*Le Potentiel* du 29 décembre 2006). Les partis de Joseph Kabila et Pierre Lumbi contrôlent donc la chambre basse.

⁸⁸ *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, le 10 mars 2006.

compétence⁸⁹. C'est un phénomène qui a touché toutes les provinces ; ainsi, cette chambre haute du Parlement, composée de gens élus à coup d'argent, est loin d'être crédible auprès des populations du Kivu. Le bureau définitif du Sénat a été mis en place le 14 mai 2007 ; de nouveau, c'est la surprise générale, voire l'indignation que bien des Congolais ont manifesté à l'issue de l'élection de ce bureau : président Léon Kengo wa Dongo (Equateur, Indépendant), 1^{er} vice-président Edouard Mokolo wa Mpombo (Equateur, AMP), 2^{ème} vice-président Mario Cardoso Losembe Batwayele (Province Orientale), rapporteur Mutinga (Kasaï Occidental), rapporteur-Adjoint Lola Kisanga (Province Orientale, RCD-Goma), questeur Mabaya Gizi (Bandundu, CDC), et questeur-adjoint Ignace Ndebo a Kanda (Bas-Congo). L'Equateur et la Province Orientale, les deux anciens grands bastions du régime Mobutu, dominent donc le Sénat. Le conflit entre l'Ouest et l'Est du pays va peut-être se jouer à fond au niveau de ces deux chambres du Parlement, l'Assemblée nationale dominée par le Sud-Kivu et le couple PPRD-MSR et le Sénat par l'Equateur et la province Orientale et des gens proches de l'opposition.

3.1.2. *Exécutif national*

L'élection du 29 octobre 2006 a vu la victoire du président sortant, Joseph Kabila, et celle de sa plate-forme politique, l'AMP, sur l'UN de Jean-Pierre Bemba. Alors que son investiture est intervenue très vite (le 6 décembre 2006), il a fallu plus d'un mois pour que le gouvernement soit formé et plus de deux mois pour que celui-ci soit investi (le 24 février 2007). Ce grand retard dans l'entrée en fonction du gouvernement Gizenga avait une double implication pour le moins dangereuse sur la situation interne au pays. Seule l'institution de la Présidence a fonctionné normalement, ce qui fait que, dans bien de provinces, on a assisté à un vide politique. Les autorités sortantes étaient plus préoccupées par la préparation de leur retrait que par leurs devoirs de dirigeant. En plus, Joseph Kabila en a profité pour imprimer sa marque sur le modelage des autres institutions. Quand on jette un coup d'oeil sur le gouvernement Gizenga, on voit que le Kivu (ici les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu) est très bien représenté (9 membres sur 60) ; mais que ce sont les deux grandes forces politiques qui ont soutenu Joseph Kabila aux élections du 30 juillet et du 29 octobre 2006, le PPRD et le RCD-ML et, derrière elles, la DCF/N et le PANADI, qui ont été gratifiés. Le Nord-Kivu et la communauté nande ont décroché la part du lion. Comme certains analystes l'ont observé, le critère de la représentativité a été le moindre des soucis. On verra que ce critère qu'on a écarté purement et simplement au niveau national a été exigé au niveau provincial. Le fait que le ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et de la Sécurité et celui des Infrastructures et Travaux Publics (en fait tout le programme de la reconstruction) reviennent au Maniema (le Général Denis

⁸⁹ COJESKI, *Motion de défiance à l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu*, Bukavu, le 24 janvier 2007 ; "Les sénateurs du Nord-Kivu déjà contestés !", *La Conscience* du 2 janvier 2007.

Kalume Numbi et Pierre Lumbi respectivement), la Défense au Katanga (Chikez Diemu) et l'Enseignement Supérieur à la Province Orientale (Sylvain Ngabu Chumbu), montre le poids de l'Est en général et du Kivu en particulier dans l'actuel gouvernement central. En plus, l'Est compte 4 ministres d'Etat sur 6 (Numbi, Mbusa, Lumbi, Ngabu)⁹⁰. Cette position dominante suffira-t-elle pour ramener la paix dans cette partie du pays où des forces sécessionnistes se sont incrustées depuis octobre 1998 ? C'est ici qu'intervient la deuxième implication dont question ci-dessus. Les éléments hostiles au processus démocratique ont profité de ce long vide politique pour consolider leurs positions militaires au Kivu et imposer leurs desiderata au gouvernement central. C'est le cas des seigneurs de guerre du Sud-Kivu et du Nord-Kivu particulièrement qui ont forcé le gouvernement à s'inscrire dans la logique des arrangements extra-constitutionnels et derrière le dos du Parlement élu. Cette démarche s'est avérée non payante car la dividende de la paix qu'elle était supposées engranger tarde à venir.

3.2. Au niveau provincial

Dans le cadre de la décentralisation et de l'autonomie des gouvernements provinciaux annoncées, les élections provinciales furent d'un enjeu politique et ethnique hautement sensible. La configuration politique qui en a résulté en est l'un des indicateurs. Alors que le PPRD et le MSR dominent le paysage politique au Sud-Kivu, celui du Nord-Kivu revient d'abord au trio RCD-ML/Forces du Renouveau/DCF-COFEDEC, et au duo PPRD et RCD-Goma en seconde position.

3.2.1. Assemblée provinciale

a. Au Nord-Kivu

C'est le 29 octobre 2006, le même jour que le second tour des élections présidentielles, que les provinces furent dotées de députés. Le Nord-Kivu obtint 42 députés provinciaux au total : Lubero (10 : 3 Forces du Renouveau, 2 MSR, 1 PPRD, 1 UPRDI, 1 DCF-COFEDEC, 2 Indépendants)⁹¹, Beni 10 : 3

⁹⁰ En plus d'Antipas Mbusa Nyamwisi (RCD-ML), il y a lieu de citer les ministres Sylvain Mushi Bonane (Recherche Scientifique, UPRDI) et Martin Bitijula Bahimba (Affaires Sociales et Prévoyance Sociale, MSR) pour le Sud-Kivu, les ministres Salomon Banamuhere Baliene (Energie, PPRD) et Elias Kakule Mbahingana (Tourisme, DCF), les vices-ministres Nelson Paluku Syayipuma (Défense nationale et Sécurité, RCD-ML), Yvonne Iyamulemye Kabano (Anciens Combattants, PANADI), Janvier Hangi Binini (Finances, PPRD) et Gervais Ntirumenyerwa Kimonyo (Travaux Publics, PANADI) pour le Nord-Kivu. Le Nord-Kivu compte donc à lui seul 7 sur les 9 membres du gouvernement Gizenga et les deux territoires de Lubero et Beni totalisent 4 sur les 7 représentants du Kivu. Vus nationalement, le Nord-Kivu détient une position dominante dans l'Exécutif national et le Sud-Kivu dans l'Assemblée nationale.

⁹¹ Il y a trois pour la seule ville de Butembo.

PPRD, 2 Forces du Renouveau, 1 CDC, 1 CPC, 1 DFC-COFEDEC, 1 RCD, 1 MSR)⁹², Rutshuru (6 : 3 RCD, 1 PPRD, 1 MSR, 1 DCF-COFEDEC), Masisi (6 : 2 RCD, 1 PPRD, 1 PANADI, 1 MLC, 1 PDC), Walikale (2 : 1 PPRD, 1 MSR), Nyiragongo (1 PPRD), Goma (3 : 1 PPRD, 1 RCD, 1 Indépendant). La majorité est constituée par les Nande : 22 sur les 42 députés provinciaux. Ils sont suivis de loin de loin par les Hutu (9 députés dont 7 au moins sont des membres du RCD). Comme partout ailleurs, le bureau définitif de l'Assemblée provinciale a été installé le 14 janvier 2007⁹³. Il est présidé par Léon Bariyanga Rutuye, un Hutu de Rutshuru, ancien maire de Kiwandja et proche de la mouvance de Mbusa Nyamwisi dans la mesure où il représente la DCF/CODEFEDEC. Cela ne suffisait pas pour expliquer l'appui de sa candidature par les Nande. Il a été plebiscité par ces derniers pour barrer la route au gouverneur sortant, Eugène Serufuri, qui brigait un poste au niveau de l'exécutif provincial et implicitement pour propulser un Nande à la tête de la province. Cette stratégie était payante. La cooptation des chefs coutumiers a été tumultueuse⁹⁴ de sorte que la justice a dû trancher le différend. Les bami Paul Ndeze (Bwisha/Rutshuru) et Kalinda Ndandu (Collectivité des Bahunde/Masisi) ont été réhabilités par la Cour Suprême de Justice après que la CEI ait fermé les yeux face au jugement rendu antérieurement par le tribunal de grande instance de Goma en leur faveur. Ils vont désormais siéger dans le parlement provincial.

b. Au Sud-Kivu

Au total, il a y eu 36 députés provinciaux dont trois chefs coutumiers qui ont été cooptés : Mwami Ntambuka (Idjwi), Mwami Kassa (Shabunda) et Espérance Habamungu (veuve du mwami de Luhwindja). La répartition par territoire des 33 députés élus se présente comme suit. Bukavu : 5 (1 PPRD, 1 PANU, 1 MSR, 1 Forces du Renouveau, 1 Indépendant), Idjwi : 1 (Forces du Renouveau), Kalehe : 4 (1 DCF-COFEDEC, 1 MSR, 2 PPRD), Kabare : 6 (1 PCBG, 2 PPRD, 1 CCU, 1 CRD, 1 MSR), Walungu : 5 (1 CNP, 1 DCF-COFEDEC, 1 PCP, 1 PPRD, 1 MIRE, Shabunda : 2 (1 DCF-COFEDEC, 1 PPRD), Mwenga : 3 (1 PANU, 1 PDC, 1 PPRD), Uvira : 6 (1 DCF-COFEDEC, 1 Maï Maï, 1 MSR, 1 Indépendant, 1 PCBG, 1 PPRD), Fizi : 3 (1 PPRD, 1 PRM/Maï Maï, 1 MSR). Voici les membres du bureau de l'Assemblée provinciale : Président : Gilbert Baleke Kadudu (Uvira, Vira, DCF-COFEDEC), Vice-président : Habamungu Mirindi (Walungu, Shi, BCBG), Rapporteur : Gilbert Ngongo (Shabunda, Lega, PPRD), Rapporteur-Adjoint : Isaac Buchekabiri (Idjwi, Havu, Forces de Renouveau), Questeur : Mme Kindja Mwendanga (Bukavu/Kabare, Shi, Société civile). Les membres

⁹² Il y a deux pour la seule ville de Beni.

⁹³ TEGERA, A. et SEMATUMBA, O., *Nord-Kivu : Entre négociations politiques et mixage des armées*, Goma, le 20 janvier 2007, p. 2.

⁹⁴ KAMBALE, P. et WANDIMOYI, A., "RD Congo. Nord-Kivu: Les chefs coutumiers en conflit pour les postes de députés", *Syfia Grands Lacs* du 11 janvier 2007.

de ce bureau ont été élus par les députés provinciaux le 14 janvier 2007 et celui-ci fut installé le lendemain⁹⁵. Le grand territoire de Walungu qui a toujours dominé le pouvoir au Sud-Kivu et représenté cette province dans les institutions nationales à Kinshasa avant l'avènement de l'AFDL et du RCD y est absent. L'absence de deux grands chefs coutumiers shi, Pierre Ndatabaya de Ngweshe et Alexandre Kabare de Kabare, est aussi surprenante ; il est un signe évident que le paysage politique est en train de se modifier dans le Bushi et à Bukavu avec l'influence pesante de Kinshasa ou, mieux, de Joseph Kabila. L'Assemblée provinciale a approuvé le programme et, automatiquement, investi le gouvernement provincial au mois d'avril 2007. La question du non paiement des fonctionnaires, de la rétention à la base des 40% des recettes provinciales, la pauvreté généralisée et la fronde des Tutsi Banyamulenge qui réclament l'autonomie de Minembwe sont des dossiers brûlants qui mobilisent les députés provinciaux. A ce tableau, se greffe l'insécurité qui est alimentée par des infiltrations des éléments armés étrangers (rwandais en particulier) dans la province et la psychose de l'imminence d'une nouvelle guerre meurtrière⁹⁶.

3.2.2. *Gouvernement provincial*

L'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs par les députés provinciaux dans tout le pays a eu lieu le 27 janvier 2007 ; seuls les deux Kasai où les candidats de l'Union pour la Nation ont été contestés au motif de la double nationalité ont vu l'élection des gouverneurs reportée au 7 février 2007. Le gouverneur élu du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, a formé son gouvernement au début du mois d'avril 2007⁹⁷. Celui-ci est composé de 11 membres (gouverneur et vice-gouverneur compris) dont 4 Nande des territoires de Lubero et Beni essentiellement ; ils occupent des postes hautement stratégiques, en particulier le governorat, l'Administration du Territoire, les Affaires Coutumières la Sécurité, le programme DDR, les Mines, Hydrocarbures et Energie⁹⁸. Le nombre de Hunde et Nyanga suit celui des Nande car ils ont, chacun, deux ministres, l'un des deux ministres Hunde étant vice-gouverneur. On dirait qu'on a respecté la tradition car les deux fois que les nord-kivutiens ont eu à diriger leur province (1963-1966 et 1991-Juillet 1993), le gouverneur a été un Nande secondé par un Hunde ou un Nyanga. Aucun Hutu de Masisi ne figurait, au départ, dans ce gouvernement et le PANADI dont le bastion est le Masisi était évincé dans ce jeu de la

⁹⁵ "Le Sud-Kivu a désormais son bureau définitif", *RadioMaendeleo.org* du 18 janvier 2007.

⁹⁶ MAROY, F.-X., *op. cit.*

⁹⁷ Voir l'arrêté n° 01/015/cabinet/goupro/NK/07 du 02 avril 2007 portant désignation des membres du gouvernement provincial et de leurs attributions.

⁹⁸ Les mêmes postes sont contrôlés par les Bashi au Sud-Kivu (voir infra). Au Nord-Kivu comme au Sud-Kivu, les ministères des Infrastructures, Travaux publics et Affaires foncières reviennent aux Hunde. Le choix du contrôle de ces ministères n'est pas anodin dans le contexte de conflit actuel où la question des terres est au premier plan. La gestion post-conflit de celle-ci est donc d'une importance cruciale.

redistribution des cartes politiques⁹⁹. Par ce jeu, les Nande, Hunde et Nyanga entendent reprendre le contrôle du Petit Nord-Kivu qui, à la faveur de la guerre RCD, était tombé entre les mains des « Rwandophones » ou, comme Amnesty International le souligne, des Tutsi principalement¹⁰⁰. C'est pourquoi, ceux-ci tiennent à ne pas lâcher prise sur l'armée et les services sécuritaires qu'ils contrôlent de facto jusqu'à ce jour. Dans ces conditions, le marchandage entre les Tutsi qui contrôlent le militaire d'une part et les Nande qui contrôlent le politique d'autre part est inévitable dans le paysage politique post-électoral.

Au Sud-Kivu, par contre, c'est un ancien membre du cabinet de Joseph Kabila, Célestin Cibalonza Byaterana, qui a été élu comme gouverneur. Il a nommé un gouvernement dominé par les hommes du PPRD suivi de loin par le MSR ; sur un total de 12 membres, on a 7 PPRD, 2 MSR, 1 DCF/COFEDEC, 1 Mai Mai, 1 Société civile¹⁰¹. Les grandes communautés Shi et Lega ont, chacune, deux ministres (plus le gouverneur et le vice-gouverneur respectivement) contre 1 Havu, 1 Hunde, 1 Tembo, 1 Tutsi, 1 Fulero, 1 Bembe. Les Vira semblent y être absents. Les Shi occupent les poste-clés : gouvernorat, Intérieur, Affaires coutumières, Sécurité, Mines, Energie, Hydrocarbures. Mais trois territoires (Kabare, Mwenga et Fizi) sont plus représentés que les autres : deux membres chacun contre un pour chacun des autres territoires. Ce qui tend à confirmer la conclusion selon laquelle le monopole de Ngweshe en territoire de Walungu est, en dehors du cercle clérical, en train d'être petit à petit ébranlé.

3.3. Nouvelles institutions provinciales et difficultés à surmonter les pièges de la Transition

Il est trop tôt pour évaluer le bilan des actions de nouvelles institutions provinciales car elles fonctionnent depuis deux mois à peine : les assemblées provinciales ont été installées en mars 2007 et les gouvernements provinciaux investis en avril 2007. Mais, à voir la lenteur dans l'exécution du programme que la Présidence de la République et le gouvernement central se sont fixés¹⁰²

⁹⁹ Il faut signaler la division des Hutu selon le clivage habituel, Masisi versus Rutshuru et, depuis décembre 2002, Hutu du RCD-Goma versus Hutu du PANANDI ou Hutu du PPRD versus Hutu du PANADI. Ce n'est que deux mois après et à la faveur d'un mini-remaniement qu'un Hutu du PANADI, originaire de la chefferie des Bashali, Aimable Bapfakulera, aurait intégré le gouvernement provincial en tant que ministres de la Jeunesse et des Sports en remplacement du ministre Mwendu wa Buhatshi (Indépendant, originaire du territoire de Nyiragongo), «Goma: premier remaniement au gouvernement provincial», *RadioOkapi.net* du 4 juin 2007.

¹⁰⁰ AMNESTY INTERNATIONAL, *op. cit.*

¹⁰¹ Arrêté n° 01/00/4/GOUPRO-SK/2007 du 28 avril 2007 portant désignation des ministres provinciaux du Sud Kivu.

¹⁰² Les actions des gouvernements provinciaux (programmes quinquennaux élaborés et acceptés par les assemblées provinciales) s'inscrivent dans le cadre de cinq grands chantiers (réhabilitation des infrastructures, remise en marche du secteur de production et création des emplois, Education, Eau et Electricité, Santé) balisés par Joseph Kabila le jour de son investiture (6 décembre 2006) et étoffés par le gouvernement Gizenga. Pour l'analyse de l'ampleur de la tâche qui attend les responsables du pays à tous les niveaux, lire MUTAMBA, M., "Les cinq

et la multiplication des problèmes à travers le pays, particulièrement dans les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, on ne peut pas s'empêcher de dire que la post-transition au Kivu demeure obstruée par beaucoup d'épines. Les institutions provinciales sont entre l'enclume et le marteau, l'enclume étant la résistance visible de Kinshasa à la décentralisation et le marteau le verrouillage militaire local dans lequel l'ombre rwando-ougandaise ne souffre d'aucun moindre doute.

3.3.1. *Kinshasa : un statu quo qui irrite*

A la question de savoir si les provinces ne sont pas handicapées par l'absence d'une loi sur la décentralisation, le rapporteur de l'Assemblée nationale, Grégoire Katende, a donné une réponse claire : « *Les provinces fonctionnent conformément à la loi antérieure et sur le bon sens, mais la loi sur la décentralisation est une priorité des priorités* »¹⁰³. Cette façon d'agir est un signe que le gouvernement central de Kinshasa n'est pas encore prêt à céder certaines de ses prérogatives aux provinces comme le veut la Constitution de la troisième République promulguée en février 2006 : la présidence de la République et le ministère de l'Intérieur dirigé par un grand mobutiste continue à tout régenter au mépris de la politique en cours. Pour les arracher, celles-ci sont entrées en guerre avec ce dernier dès leur entrée en fonction. A ce stade, on dénombre un certain nombre de pommes de discorde. Il y a d'abord les divergences au sujet de la gestion de l'insécurité : Kinshasa privilégie les négociations avec certains rebelles et impose le mixage des armées rebelles et gouvernementales alors que les provinces veulent qu'on mette fin à l'impunité et on continue avec le brassage. Dans sa logique, Kinshasa impose ensuite une mini-conférence inter-communautaire en double phase séquentielle, nationale et provinciale ; ce que les provinces refusent catégoriquement car elles la considèrent comme une diversion et plaident plutôt pour la neutralisation des rebelles et la pression sur le Rwanda en vue d'un dialogue inter-rwandais. Kinshasa joue enfin à la temporisation dans l'application la Constitution et donc la matérialisation de la décentralisation alors que les provinces prônent son application immédiate, la question des 40% de recettes à retenir à la base étant le baromètre des frictions. Pour toutes ces raisons, la répartition des compétences entre le pouvoir central et les provinces piétine encore.

A Kinshasa, la mise en place des institutions s'est faite au ralenti. En plus, quand on sait que l'investiture du chef de l'Etat a eu lieu en décembre 2006 et la mise en place du bureau définitif du Sénat en mai 2007, on constate six mois d'intervalle. C'est une indication que les institutions centrales post-électorales ne fonctionnent pas comme il se doit, à l'exception peut-être de la Présidence. Tout ceci ne peut que porter préjudice au fonctionnement des provinces qui, comme nous venons de le dire, n'ont pas encore acquis

chantiers du Président la République visités par l'histoire", *Le Potentiel*, n° 3944 du jeudi 8 février 2007.

¹⁰³ *La Prospérité* du 7 juin 2007.

l'autonomie de gestion. En matière de la gestion ou gouvernance au centre (Kinshasa) comme dans la périphérie (Kivu), aucune avancée n'est perceptible en ces jours.

3.3.2. *Des provinces militairement verrouillées*

Comme au temps de la transition, ce sont les autorités provinciales qui, à l'issue des élections de 2006, ont changé ; ces autorités fraîchement élues viennent d'être investies par les Assemblées provinciales (avril 2007) alors que la loi sur la décentralisation se fait toujours attendre. Dans les services provinciaux et les entités administratives subalternes (territoires, chefferies et postes d'encadrement territorial), c'est le statu quo : l'ordre du RCD-Goma reste intact et sans contrepoids solide.

Les ambiguïtés entretenues sur les questions militaires et sécuritaires au Kivu visent à empêcher la stabilisation de la région : se montrer trop laxiste vis-à-vis de certains chefs de guerre dont les méfaits sont connus et documentés et, en même temps, prétendre que l'on veut faciliter le bon fonctionnement de nouvelles institutions, c'est dire une chose et son contraire à la fois ou tromper l'opinion. Dans les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, il est très difficile de réconcilier deux évolutions diamétralement opposées, l'une qui est incarnée par ceux qui veulent tirer profit de la donne électorale pour contrôler les rênes du pouvoir politique et l'autre privilégiée par ceux qui tiennent à continuer à subordonner le politique au militaire. Apparemment, Kinshasa navigue entre les deux et visiblement au profit de la seconde. Les leaders locaux et nationaux dénoncent de manière virulente l'attitude jugée irresponsable du ministre de l'Intérieur, le général John Kalume Numbi¹⁰⁴ et, parfois, celle de l'actuel chef d'état-major des FARDC, le général Kisempia ; ces dénonciations sont l'expression du ras-le-bol et de la désillusion qui contraste avec l'optimisme suscité au départ par le discours pacifiste, thème-phare dans la campagne du candidat Joseph Kabila¹⁰⁵. En d'autres mots, très peu de gens au Kivu et ailleurs dans le pays croient en la volonté de Kinshasa de travailler pour la paix. Mme Louise Arbour ne contredirait pas cela elle qui dit : « *Les cycles périodiques de violence extrême par lesquels sont passé ces pays (ceux de la région des Grands Lacs) ne peuvent être cassés à moins que les gouvernements prouvent que les responsables des violations des droits de l'homme répondent de leurs actes... Pour prévenir d'autres exactions, la RDC et le Burundi doivent garder le principe que des amnisties ne peuvent pas être accordées pour les pires violations des droits de l'homme* »¹⁰⁶. On est loin de là et malheureusement, ce

¹⁰⁴ RUDAHIGWA, P.-P., *Bras de fer entre le ministre de l'Intérieur et l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu*, Goma, le 19 avril 2007 ; "Table ronde sur la sécurité à l'Est de la RDC: les députés du Kivu déjouent le piège du général Denis Kalume", *Le Révéléateur* du 29 mai 2007.

¹⁰⁵ "Congo-Kinshasa : Nkunda, l'Est dénonce les négociations clandestines ave Kigali", *La Prospérité* du 24 janvier 2007.

¹⁰⁶ Citée dans *Le Potentiel* du 12 juin 2007.

pessimisme est renforcé par le fait que les actions des instances internationales, notamment l'ONU¹⁰⁷ et l'Union européenne, qui ont toujours fait de la consolidation de la paix leur cheval de bataille ont déjà prouvé leurs limites. Car elles n'ont rien fait pour infléchir la situation locale au Kivu depuis le démarrage de la transition. En matière de la réforme de l'armée et de la sécurité des hommes et de leurs biens, on n'est pas plus avancé qu'on ne l'était en juillet 2006. Non seulement les autorités provinciales du Kivu sont convaincues que le mixage ne va pas conduire à la réconciliation nationale comme ses géniteurs le laissent entendre, mais aussi elles s'indignent du fait que les forces armées déployées dans la région ne sont pas encadrées et payées ; ce qui aggrave l'insécurité dont les brigades mixées et autres hors-la-loi se rendent coupables quotidiennement.

Au plan socio-économique, la prédation continue et les salaires des fonctionnaires restent impayés : la production locale et l'aide extérieure attendue étant toujours problématiques. Les programmes provinciaux dits quinquennaux qui viennent d'être élaborés dans la précipitation ne restent qu'au niveau des généralités. Les nouvelles autorités affichent une bonne volonté ; encore, faut-il savoir comment elles vont les financer. Car miser sur des sources de financement hypothétiques, ce qui est le cas aujourd'hui, c'est construire sur du fragile

4. CONCLUSION : MOINS DE CHANGEMENTS, PLUS DE CONTINUITÉS

Le journaliste belge Olivier Rogeau a vu juste lui qui, récemment, faisait ce constat : « *Si la transition appartient au passé depuis la mise en place du gouvernement Gizenga (le 24 février 2007) et des autres pièces du puzzle constitutionnel, le pays reste un volcan au bord de l'explosion* »¹⁰⁸. Nulle part dans le pays où ce constat s'observe le mieux qu'à Kinshasa-la capitale où Joseph Kabila tient à étouffer dans l'œuf l'opposition et, bien sûr, au Kivu où le gouvernement Gizenga et les autorités provinciales nouvellement élues n'exercent qu'une autorité nominale.

Le mixage des éléments du CNDP et ceux des brigades anciennement brassées est venu contrarier l'ordre démocratique au Nord-Kivu étant donné que ce sont les alliés du Rwanda qui continuent à contrôler l'essentiel des services militaires et sécuritaires. Toutes les brigades mixées (5 au total :

¹⁰⁷ La résolution 1756 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur la République Démocratique du Congo (New York, le 15 mai 2007) est un nouveau texte de plus dans la rhétorique habituelle car comme Virgil Hawkins le rappelle bien : « *The UN Security Council (a political body and the political will is not something that will develop and grow in a vacuum)... has not necessarily been silent; it has made numerous demands, adopted numerous resolutions, and taken a number of steps... But its demands have been almost invariably ignored, to which it has generally responded by repeating the same demands, without attaching consequences to the failure to comply* », "History Repeating Itself: The DRC and the UN Security Council", *African Security Review*, vol. 12, no. 4, 2003, p. 54.

¹⁰⁸ ROGEAU, O., "Congo : Coup de torchon", *Le Vif/L'Express* du 30 mars 2007, p. 51.

Alpha, Bravo, Charly, Delta et Echo)¹⁰⁹ sont positionnées dans différents coins à l'intérieur des territoires de Rutshuru et Masisi. Cette décision prise par Kinshasa est considérée par l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu et l'administrateur du territoire de Rutshuru, Dominique Botondo, comme une erreur monumentale pour une simple raison : ce sont les militaires qui ont massacré les populations et violé les femmes qu'on y déploie pour soi-disant ramener la paix et sécuriser les régions¹¹⁰. Même si le politique est entre les mains des élus, ceux-ci n'ont pas, jusque là, les moyens de leurs actions. Du reste, c'est à peine qu'ils viennent d'être investis. On assiste au retour en force des Nande à Goma où ils constituent la majorité dans le gouvernement et l'Assemblée provinciaux. Leur position dominante dans les institutions provinciales et nationales est une première dans l'histoire du Nord-Kivu et celle de la Nation. Quant aux Monts Ruwenzori, c'est pratiquement le statu quo car la présence ougandaise semble s'accommoder avec le succès national du RCD-ML d'Antipas Nyamwisi Muvingi, l'un des alliés-clé de l'Ouganda après l'éviction de Jean-Pierre Bemba et son départ en exil au Portugal le 10 avril 2007.

Dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe, hier c'étaient les Patrick Masunzu et Jules Mutebusi qui défrayaient la chronique, aujourd'hui, ce sont d'autres leaders qui évoluaient dans l'ombre de ces derniers, les Michel Rukunda, Venant Bisogo et consorts, qui font parler d'eux : en plus de l'érection du territoire de Minembwe, ils exigent, à l'instar de Nkunda, « *le retour des soldats de leur obéissance se trouvant dans quelques pays voisins (Burundi, Rwanda et Uganda) et le rapatriement des Congolais réfugiés au Rwanda et au Burundi et le mixage* »¹¹¹. Le gouvernement central à Kinshasa est en pourparlers avec eux ; mais, jusqu'ici, aucun accord n'a été signé dans ce sens à l'instar de celui conclu avec Nkunda. Toujours est-il que les autorités élues du Sud-Kivu ont aussi du mal à y faire prévaloir leur autorité¹¹². Alors qu'il a déployé ses muscles dans l'affaire de Bundu Dia Kongo et l'affaire Jean-Pierre Bemba, Joseph Kabila s'est montré très « *prudent* » dans les dossiers de l'Est où il a fait des concessions étonnantes aux réfractaires (alliés du Rwanda), tout en sachant pertinemment bien que « *les hommes de Laurent Nkundabatware n'avaient jamais eu l'intention d'intégrer l'armée et que l'ex-*

¹⁰⁹ Une sixième brigade est en voie de formation.

¹¹⁰ BAVIER, J., "Terror in Eastern Congo", *Reuters* du 9 mai 2007 ; "Masisi : Nkunda renforce ses effectifs", *RadioOkapi.net* du 24 mai 2007..

¹¹¹ "Le gouverneur poursuit le dialogue avec les militaires des Hauts Plateaux réfractaires au brassage", *RadioMaendeleo.org* du 30 mars 2007.

¹¹² Il en est de même pour l'administrateur du territoire de Fizi : « *Les autorités locales de Fizi ainsi que la société civile se sont dits inquiets sur les risques de conflits armés entre les communautés Babembe et Banyamulenge qui pourraient resurgir. Cela s'explique selon eux par le comportement du chef de poste d'encadrement de Minembwe, un Munyalemge qui signe des correspondances en tant qu'administrateur de territoire de Minembwe (entité qui n'existe pas) puisque Minembwe fait partie du territoire de Fizi. Il faut noter que l'administrateur du territoire a du mal à exercer son autorité du côté de Minembwe* », "Fizi : les entraves à l'exercice du pouvoir administratif pourraient réveiller les vieux démons", OCHA, *Situation humanitaire au Sud-Kivu, du 31 mars au 6 avril 2007*.

général continuait à instrumentaliser les questions ethniques »¹¹³. Faiblesse ou complicité ?

Ceux qui pensaient que le RCD-Goma allait perdre l'influence à l'issue des élections¹¹⁴ ne se trompaient pas. Nous pensons, toutefois, que cette affirmation devrait être nuancée. Il est, en effet, vrai que suite aux dernières élections le RCD a beaucoup perdu sur le terrain politique ; mais, il contrôle toujours le Kivu¹¹⁵ et ce contrôle du Kivu se maintiendra aussi longtemps que les élections locales ne seront pas organisées, la réforme de l'armée restera compromise ou on continuera à entretenir « *le jeu de dupes politico-militaire* » dans les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, particulièrement les Hauts Plateaux d'Itombwe, les territoires de Masisi et de Rutshuru¹¹⁶, et les Monts Ruwenzori en territoire de Beni. C'est pourquoi le RCD-Goma a encore de grandes cartes à jouer ; celles-ci consistent à maintenir une pression militaire et économique-financière sur les institutions politiques à travers ses hommes qui sont dans la territoriale et l'Etat-Major des FARDC ainsi que ses alliés dits dissidents. L'opération mixage n'est pas étrangère à ce jeu étant donné que certains éléments du CNDP viennent de l'ANC (ex-branche armée du RCD) et que Nkunda n'a jamais rompu des liens avec ses collègues d'armes qui, entre juin et octobre 2003, ont rejoint le gouvernement de transition : alors qu'elle est en cours d'exécution dans le petit Nord-Kivu, et réclamée avec insistance dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe, cette opération est contestée ailleurs, en particulier dans les territoires de Lubero et Beni où la population y voit une autre manœuvre destinée à aliéner la souveraineté aux éléments étrangers : « *la société civile exige (plutôt) le brassage des troupes fidèles à Laurent Nkundabatware, l'accélération du processus DDRRR et DDR.. Elle recommande également l'encadrement des militaires pour qu'ils cessent de tracasser la population* »¹¹⁷. Le gouvernement qui est acculé par des critiques au sujet de cette opération prétend que les éléments mixés seront brassés avant de procéder à la véritable réforme de l'armée. Est-ce la raison pour laquelle

¹¹³ AFP, Goma, le 9 mai 2007.

¹¹⁴ ICG, *Congo's Elections: Making or Breaking the Peace*, Nairobi/Brussels, 27 April 2007. Pour sa part, Laurent Nkundabatware réclame aussi que le mixage soit étendu au Sud-Kivu ("RD Congo: Le Nord-Kivu sous tension couve le risque d'un nouveau conflit armé", AFP, Goma, le 9 mai 2007). N'est-ce pas là le signe d'un plan concerté entre ce dernier et ses frères d'Itombwe ?

¹¹⁵ Le partage des responsabilités au sommet des provinces et régions militaires effectué dans le cadre de l'application de l'AGI avait laissé l'organisation administrative et militaro-sécuritaire du RCD-Goma intacte ; en dehors des administrateurs territoriaux qui viennent d'ailleurs et dont on ignore les affiliations politiques (PPRD ou autre ?), leurs collaborateurs, administrateurs assistants et administrateurs d'encadrement territorial, sont des originaires des territoires concernés. Ils sont, à l'exception près, toujours membres du RCD.

¹¹⁶ Le communiqué de la « *Commission dite Tripartite Plus un* » publié à Lubumbashi, le 5 juin 2007, ne fait nullement allusion au danger que Nkunda et autres rebelles de son acabit représentent pour la paix et la souveraineté de la RDC. Seules les forces négatives (expression que l'Ouganda introduit aussi dans son discours) sont mises en avant.

¹¹⁷ "Butembo : la population s'oppose au déploiement des brigades mixées", *RadioOkapi.net* du 28 avril 2007. Ce sont les mêmes exigences que l'on entend ailleurs au Kivu.

Nkunda a dernièrement menacé de retirer ses hommes des brigades mixées¹¹⁸ ou, comme il le dit lui-même, Kinshasa n'a pas respecté ses engagements ? Nouvelle guerre de grande envergure de Nkunda et alliés que l'on voit arriver ou pas, le mixage a déjà fait des dégâts énormes, notamment «*l'introduction des étrangers dans l'armée nationale, le fait que des unités mixées sèment mort et désolations sans la moindre sanction, ni la moindre remontrance de la hiérarchie et le plan de la balkanisation du pays est déjà en marche*»¹¹⁹, qu'il ne sera pas facile de réparer. David Barouski qui vient d'achever une étude sur le phénomène Nkunda dans le processus de paix en RDC arrive à cette conclusion : «*General Nkundabatware has the ability to spark a full-scale regional war that could draw in Rwanda, Burundi and Uganda... Considering the fact that General Nkundabatware and his army act as Rwanda's proxy, the solution to ensure lasting peace in the Congo does not lay entirely within its borders.*»¹²⁰ Une chose est sûre : sans l'emprise sur l'armée et les services de sécurité et de la police, les nouvelles autorités politico-administratives du Sud-Kivu et du Nord-Kivu sont désarmées face au militarisme ambiant et, faute de la rétention des 40% des recettes provinciales, incapables d'entamer l'application de leurs programmes.

Anvers, juin 2007

¹¹⁸ «Kivu : menace de retrait des mutins», *La Libre Belgique* du 11 mai 2007.

¹¹⁹ *Motion incidentielle des députés nationaux des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à l'Assemblée nationale, toutes tendances confondues*, Kinshasa, le 8 mai 2007.

¹²⁰ BAROUSKI, D., *Laurent Nkundabatware, His Rwandan Allies, and the Ex-ANC Mutiny: Chronic Barriers to Lasting Peace in the Democratic Republic of the Congo*, 13 February, 2007, pp. 5-6.